

10%
SEMI-ANNUEL
5 ans
GARANTI
Eligible au REER
Taux sujet à modification

LE SOLEIL

Kelly
La mariée 91
et ses invités
— Nouveau —
Vente et location
Place Fleur de Lys 529-6441
Galerias de la Capitale 626-4724
Place Laurier 657-7766

MARDI 12 FÉVRIER 1991

QUÉBEC, 95^e ANNÉE, NO 45
56 PAGES, 3 CAHIERS + 1 TABLOÏD

LIVRAISON À DOMICILE (7 JOURS) 3.50 T.P.S. 0.24 T.V.Q. 0.30 4.04

RÉGIONS PÉRIPHÉRIQUES 60¢ Plus T.P.S. T.V.Q. 50¢ Plus T.P.S. T.V.Q.

LE QUÉBEC

À la base libérale de parler concernant le rapport Allaire

C'est ce soir que les associations de comités du PLQ devront avoir soumis leurs propositions d'amendements au rapport Allaire pour débat au congrès en mars. **A-4**

L'ÉCONOMIE

Nouveau bond du nombre de dossiers de faillites à Québec

Dans le district de Québec, le nombre de dossiers de faillites a fait un nouveau bond de 16,8 % en janvier 1991 par rapport au mois correspondant de l'an dernier. **B-1**

LA MODE

Pour le patinage: le confort avant tout



Moins coûteux que les autres activités hivernales, le patinage ne requiert qu'une paire de patins et, pour la sécurité, un casque protecteur. Il n'y a pas de mode en particulier pour ce sport; c'est le confort qui prime. **C-1**

LES ARTS

L'OSQ renvoie 17 de ses 70 musiciens

Dix-sept des 70 musiciens de l'Orchestre symphonique de Québec ont reçu une lettre confirmant le non-renouvellement de leur contrat à la fin de la présente saison. **C-4**

LE CANADA

La «voisine» fédérale de Ryan voit les choses d'un autre oeil

Contrairement au ministre Claude Ryan, la députée fédérale d'Argenteuil-Papineau, Lise Bourgault, croit que ses électeurs sont prêts pour la souveraineté du Québec. **A-4**

LA RÉGION

Chambres mixtes pour régler le débordement des urgences ?

Les salles d'urgence de tous les hôpitaux de Québec débordent à un point tel que l'on songe à hospitaliser les hommes et les femmes dans les mêmes chambres. **B-12**

L'INDEX

GÉNÉRAL

Annonces classées	C-7 à C-10
Arts	C-4 et C-5
Jacques Dallaire	B-11
Décès	C-10 et C-11
Économie	Cahier B
Éditorial	A-10
Information générale	A-6 à A-8 et B-8 et B-9
La mode	C-1 à C-3
Le Monde	A-3, B-7 et C-6
Les idées du jour	A-11
Où aller à Québec	C-4
Politique	A-4
Québec et l'Est du Québec	A-9 et B-10 à B-12

TABLOÏD

Bandes dessinées	S-18
Bridge	S-17
Ce soir à la télé	S-19
Feuilleton	S-19
Mots croisés	S-17
Sport	S-1 à S-17

LA MÉTÉO

Ensoleillé avec de fréquents passages nuageux en après-midi. Vents de l'ouest de 20 à 30 km/h. Maximum: près de -12; minimum: près de -24. Demain: Ensoleillé et un peu moins froid. **S-20**



Réal Marceau, peu après son arrestation à Québec en 1986.

Port-Cartier: la prise d'otages fait deux morts

PORT-CARTIER — L'intervention musclée qui a mis fin à la prise d'otages au pénitencier de Port-Cartier a été décidée au moment où les autorités de l'établissement ont constaté qu'un détenu était mort ou gravement blessé.

par MARC SAINT-PIERRE
LE SOLEIL

La prise d'otages a coûté la vie à deux détenus, l'un ayant vraisemblablement été exécuté par les mutins et l'autre qui est mort d'une crise cardiaque.

Les gardes ont employé les gaz pour venir à bout des déte-

ailleurs subi quelques blessures légères dans l'affaire.

Les victimes sont le Québécois Réal Marceau, 41 ans, qui purgeait une peine à perpétuité pour le meurtre d'un adolescent à l'été de 1986 et Robert Gagné, 35 ans, condamné lui aussi à la détention à perpétuité pour tentative de meurtre.

Marceau, dont le corps portait des blessures «visibles», selon M. Boudreau, a été découvert sans vie après l'intervention d'une équipe d'urgence du

Service correctionnel canadien. Gagné a semble-t-il succombé à une crise cardiaque dans l'ambulance qui l'emmenait à l'hôpital de Port-Cartier.

Marceau avait été admis à Port-Cartier le 16 janvier; Gagné y était depuis juin 1990.

D'une durée de 38 heures, la prise d'otages s'est déroulée dans la section d'isolement de

Suite A-2, Morts...

Autres textes en page A-6

Bush ne hâtera pas l'offensive

(Reuter, PC, AFP, AP) — Alors que l'Irak expédiait trois nouveaux missiles Scud en Israël et en Arabie Saoudite, le président George Bush annonçait hier qu'il ne comptait pas précipiter le déclenchement d'une offensive terrestre dans le Golfe, tandis que les commandants alliés faisaient état d'un début d'affaiblissement de l'infanterie irakienne.

« Nous prendrons tout le temps nécessaire pour décider quand la prochaine phase pourra commencer », a dit George

Bush aux journalistes après des consultations avec le secrétaire à la Défense Dick Cheney et le général Colin Powell, chef de l'état-major interarmes.

Les deux hommes, de retour d'Arabie Saoudite, lui ont exposé en détail la situation militaire, après une semaine de rumeurs diverses quant à la date de lancement d'une attaque terrestre destinée à évincer les Irakiens du Koweït.

« La campagne aérienne est très efficace et elle continuera encore un moment », a ajouté le chef de la Maison-Blanche, qui s'est refusé à donner la moindre indication sur le moment où débiterait l'offensive terrestre pour ne pas nuire à la sécurité des forces de la coalition,

Dans l'éventualité du déclenchement de cette offensive, les chasseurs F-18 canadiens, d'autre part, seront tout à fait en mesure d'assumer un rôle élargi (combats aériens et attaques

Suite A-2, Offensive...

« Maman est partie pour la guerre... »

page A-3

Les avions irakiens en Iran, une fuite organisée

page A-3

Le rythme du bal diplomatique s'intensifie

page A-3

L'Ordre du Québec pour Oscar Peterson



La souveraineté possible du Québec est loin de troubler le jazzman Oscar Peterson qui recevait hier l'Ordre national du Québec des mains du premier ministre Robert Bourassa, avec 25 autres personnalités. « Quand on a voyagé à travers l'Europe et le monde comme je l'ai fait et que vous voyez des plus petits pays que le Québec, il n'y a rien de mal à cela », a déclaré M. Peterson. Un des rares non-résident du Québec à être fait Chevalier, le pianiste raconte avoir été très surpris d'apprendre l'existence de l'Ordre et a dit aussi avoir été étonné qu'on ait décidé de l'y admettre.

Texte en page A-4

SPÉCIAL LE SOLEIL



Jacques Lamothe et Coro Rael: on a d'abord payé du monde pour passer à Télé-Rencontres.

Avec «Coup de Foudre» et «Télé-Rencontres» Cupidon fait de la télé

« Chacun a son petit cercle d'amis qui s'agrandit oui, mais toujours de façon limitée. Notre émission fait sortir du cercle, voilà c'est tout ».

DERNIER DE 3
LE SOLEIL

par ALAIN BOUCHARD
LE SOLEIL

C'est Lise Bélanger qui parle, coordonnatrice de *Coup de Foudre*, le nouveau gadget de l'industrie de l'âme soeur. Quand on a 25 ans, qu'on est pratiquement née avec *Passe-Partout* et qu'on a grandi avec la télévision-information, la télévision-loisirs, la télévision-consommation et la télévision-bricolage, s'y trouver aussi un *chum* ou une *blonde* est la chose la plus normale du monde. Les deux recherchistes, Nathalie Turcotte et Julie Langlois, ont 23 et 27 ans. Scanda-

leux? Immoral, *Coup de Foudre*? Le trio ne voit pas le rapport.

Première question: vous ne trouvez pas que vous banalisez l'amour? Les trois Cupidons de l'ère électronique ne comprennent pas qu'on leur demande ça. Parce qu'elles n'ont ni 70, ni 40 ni même 30 ans. Mais qu'elles ont néanmoins toutes trois décidé de se marier et d'avoir des enfants! Julie Langlois, la plus âgée des trois, y est d'ailleurs déjà arrivée.

« On est dans un monde super-industrialisé. On utilise les grands moyens, c'est tout », répond finalement Lise



Bélanger, tout doucement, avec une sorte de commisération dans le regard. Les trois filles sont désarmantes et émouvantes de conviction.

Dans les bureaux des Productions Ferron, dans le

Suite A-2, Cupidon...

Autres textes en page A-5

TRUST PRÊT ET REVENU



Place d'Youville 692-1221
Charlesbourg 624-1221
Galerias de la Capitale 626-1221
Place de la Cité 652-1221

10 1/4 %

REER 18 MOIS*

Intérêt payable à l'échéance
* incluant renouvellement

13 %

Fonds
d'hypothèques

Établi sur le taux de rendement de dix ans en date du 31 janvier 1991. (Le rendement passé ne garantit pas les résultats à venir et toute offre doit être faite par prospectus.)



CONCOURS
"Visez haut et loin"

TRUST PRÊT ET REVENU

Associez-vous au TRUST PRÊT ET REVENU et courez la chance de gagner le voyage pour deux à FARO (Portugal) ou l'une des quatre fins de semaine en condo au Mont-St-Anne

VENTE DE BLANC

épargnez jusqu'à 52%



SERVLETTE «ROYAL CLASSIC»

9.99

bain rég. 21.00

de nouveaux prix tout à fait exceptionnels pour cette qualité signée «royal classic» de Cannon. une serviette aux dimensions généreuses de 25 x 50, offerte dans une palette de coloris mode parfaitement coordonnés aux tapis de bain également à prix spéciaux... faites les plus beaux agencements dans votre salle de bain en profitant du confort du pur coton ultra-doux et absorbant, main 7.99, débarbouillette 3.99, drap de bain 29.95, descente de bain 19.99

NOS PRIX ONT ÉTÉ RÉVISÉS À LA BAISSÉ POUR CONTRER LA TPS

épargnez jusqu'à 31%



LA COUETTE DUVET D'OIE BLANC

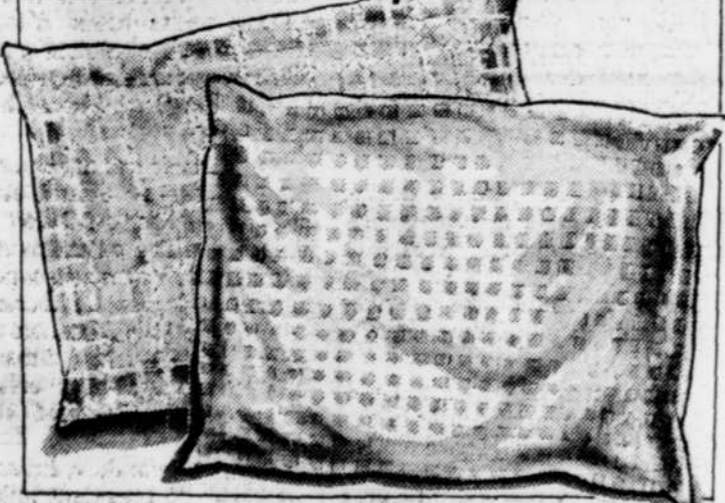
159.95

jumeau rég. 225.00

assurez-vous un confort sans faille pour la saison froide... optez pour une couette en véritable duvet d'oie blanc, c'est une bourre naturelle remarquable parce qu'elle est inodore, ultra-légère, très chaude et qu'elle laisse respirer parfaitement le corps. son recouvrement pur coton résistant ne laisse pas échapper le duvet. investissez dans votre bien-être pour longtemps avec notre couette en duvet d'oie blanc maintenant à prix imbattables double 199.95, grand 219.95, tr. grand 269.95, oreillers en duvet standard 76.95, grand 86.95

NOS PRIX ONT ÉTÉ RÉVISÉS À LA BAISSÉ POUR CONTRER LA TPS

valeur exceptionnelle



NOS OREILLERS SONATINE

13.99

souple et ferme format standard

des oreillers de qualité conçus exclusivement pour nous, avec des fibres polyester haute technologie à centre vide qui emmagasinent plus d'air pour donner un oreiller à gonflement durable. une bourre qui a en plus l'avantage d'être anti-allergène, lavable, donc un oreiller toujours frais. optez pour le soutien-léger de sonatine souple ou plus soutenu de sonatine ferme... grand format 18.99, très grand 22.95

NOS PRIX ONT ÉTÉ RÉVISÉS À LA BAISSÉ POUR CONTRER LA TPS

HORAIRE D'OUVERTURE

magasinez lundi et mardi de 9h30 à 17h30,
mercredi soir, nos trois magasins sont fermés,
magasinez jeudi et vendredi de 9h30 à 21h00,
samedi de 9h30 à 17h00

la maison

simons

PLACE STE-FOY, GALERIES DE LA CAPITALE, VIEUX QUÉBEC

Les hôtels de Québec pourraient profiter de la guerre du Golfe

Les hôtels de Québec pourraient profiter de la crise du Golfe. Voilà ce que croient — et espèrent — les grands établissements de la capitale.

par LISE LACHANCE
LE SOLEIL

«Plusieurs hôtels ont reçu des appels téléphoniques de la part d'organismes américains ayant des réservations pour des congrès en Europe, plus particulièrement en France, en Espagne et, surtout, en Angleterre. Ils tenaient à connaître les disponibilités ici pour telle ou telle date, au cas où le conflit se poursuivrait dans les pays du Golfe», a déclaré au SOLEIL le directeur général de l'Office du tourisme et des congrès de la Communauté urbaine de Québec, Fred Carraro.

On ne se bouscule pas encore au portillon québécois mais, si la

situation actuelle perdue au Moyen-Orient, certains congrès pourraient très bien mettre le cap sur des destinations nord-américaines, dont Québec.

«Les organisateurs de congrès prévus outre-Atlantique en sont encore au stade de l'exploration de villes de rechange», explique le directeur général du Château Frontenac, Gilbert Cashman. Le célèbre hôtel qui trône sur le cap Diamant a donc reçu plusieurs appels dont trois ont débouché sur des réservations provisoires variant de 25 à 100 chambres. Leurs responsables doivent venir visiter les lieux avant de donner leur accord définitif. Il s'agit, dans les trois cas, de groupes de «motiva-

tion», selon le terme consacré pour désigner les voyages que les grandes compagnies offrent en récompense à leurs meilleurs vendeurs.

Pour sa part, le directeur général adjoint et directeur du marketing au Loews Le Concorde, Michel Couture, parle d'une dizaine de réservations provisoires. Il ne pavoise pas pour autant. «Comme ces démarches en sont à un stade très exploratoire, les organisateurs ne scrutent pas seulement la région de Québec mais aussi sept ou huit autres destinations dont Vancouver, la Californie, la Floride, les Caraïbes, Hawaï. On peut donc en conclure qu'en réalité un ou deux groupes (de 300 personnes environ) opteront pour notre hôtel», précise M. Couture.

Quant au tourisme individuel, c'est le «wait and see», dit le porte-parole du Concorde. Un propos repris par Fred Carraro, Gilbert Cashman et Gérard Viard, secrétaire général du Hilton. Car les touristes qui viennent à Québec à titre personnel ne résistent guère avant le printemps puisque, en général, ils nous visitent de la Saint-Jean à l'Action de Grâce.

La clé de l'énigme réside donc dans la longueur du conflit dans le golfe Persique. Et aussi dans l'obéissance au mot d'ordre terroriste donné par Saddam Hussein. En effet, si les actes terroristes se multiplient une fois la paix revenue, beaucoup éviteront comme la peste les voyages en avion. Québec pourrait alors en tirer des «dividendes», comme cela s'est produit lorsque Kadhafi a semé la terreur, en 1986.

Suites de la première page

Morts...

L'établissement de Port-Cartier. Y compris Marceau et Gagné, 18 détenus et un gardien y ont été impliqués.

L'affaire a commencé sur le coup de 9 h samedi dans le secteur d'isolement du pénitencier, là où sont incarcérés pour leur protection certains détenus et mais aussi des récalcitrants.

Un détenu, dont l'identité n'a pas été révélée, a maîtrisé le gardien qui lui ouvrait sa cellule pour l'emmener aux douches. Le détenu avait en main une arme artisanale de nature inconnue, selon le porte-parole du pénitencier. «Une brosse à dent équipée d'une lame de rasoir», selon des sources non confirmées.

Du même coup, le prisonnier a pu faire main basse sur les clés que portait le gardien. Et il a ouvert un certain nombre des 20 cellules de la section dont 18 étaient occupées, prenant en otage à leur tour trois ou quatre copensionnaires «au même titre que l'agent de correction» et «selon son humeur», a précisé M. Boudreau.

Selon le même porte-parole, cinq ou six détenus du même secteur ont plus ou moins collaboré avec l'homme armé qui plus tard se sera également équipé d'une barre de métal.

Dès lors, le système de sécurité du pénitencier s'est mis en branle, des gardes en congé ont été rappelés et des barrages policiers ont été érigés sur les voies d'accès menant à l'établissement.

De son côté, le responsable de la prise d'otages a tenu en échec le système de surveillance sophistiqué du pénitencier et notamment ses caméras en tendant ici et là des draps et des couvertures.

Des négociations devaient être rapidement entamées entre l'auteur de la prise d'otages et le personnel correctionnel entraîné à cette fin.

«Au début, le détenu parlait de transfert. Par la suite, c'est devenu nébuleux», a dit le directeur adjoint.

Constantes, les négociations se déroulaient «à travers les couvertures et les draps», a noté M. Boudreau.

C'est vers 22 h30 dimanche que la tragédie a atteint son paroxysme quand, par-delà un grillage et les couvertures, on a fait voir à un négociateur du pénitencier le corps de Marceau.

Celui-ci a pu constater qu'il était mort ou gravement blessé, a dit M. Boudreau.

«Il ne nous laissait d'autre choix que de faire intervenir l'équipe d'urgence», a-t-il ajouté.

Cette intervention, sur laquelle M. Boudreau n'a pas élaboré, a été lancée à 22 h50. Elle a requis les services de quelque 25 gardiens dont la moitié avait été amenée par avion nolisé du pénitencier de Donnacona. L'action des gardes du service correctionnel a été précédée par l'envoi de gaz lacrymogène.

«Aucun coup de feu n'a été tiré», a précisé M. Boudreau.

Pour aider leurs collègues, débordés, 12 membres de l'ÉPIU (équipe pénitentiaire d'intervention d'urgence) de la prison de Donnacona se sont rendus samedi soir sur les lieux du soulèvement. Un véritable petit GTI (Groupe tactique d'intervention de la SQ), super-équipé pour veiller à la sécurité et qui est rentré au bercail hier seulement.

«Donnacona est le 'back-up' de Port-Cartier. Les établissements des Services correctionnels canadiens s'aident, ce n'est pas nouveau. Nous aurions pu faire un voyage en blanc. Mais à Port-Cartier, ça semblait vouloir durer», a expliqué hier Mme Monique Marullo-Morin, directrice adjointe du service de la gestion du pénitencier de Donnacona.

Quant à l'équipe de négociateurs, elle est puisée à même des agents de gestion de cas, des psychologues et des préposés au développement de chaque établissement, qui connaissent bien leur clientèle.

Par la suite, six détenus de la section d'isolement ont été transférés dans un autre pénitencier fédéral ailleurs au Québec.

Deux enquêtes ont par ailleurs été entreprises sur le drame, l'une par le Service correctionnel et l'autre par la Sûreté du Québec. Ces enquêtes devraient permettre d'établir exactement les faits.

Cupidon...

Vieux-Montréal, le téléphone sonne très régulièrement. «Oui, bonjour. Dites-nous le genre de personnes que vous recherchez». La téléphoniste note. Puis dans les jours qui suivent, Nathalie Turcotte et Julie Langlois rencontreront celui ou celle qui vient de «s'offrir» pour le spectacle de *Quatre-Saisons*, à qui Ferron vend l'émission. Parce que c'est avant tout un show de télévision: ça, les filles l'admettent facilement.

«Sauf qu'on finit par s'attacher aux participants, dit Nathalie Turcotte, et par prendre leur cause à coeur. Quand quelqu'un part d'ici déjà, on ne peut pas être indifférentes.»

Les Productions Ferron font des blitz d'enregistrement de neuf demi-heures dans une même journée. *Coup de Foudre* a toujours un coussin de deux mois d'émissions en banque. Le trio Bélanger-Turcotte-Langlois franchira bientôt le cap des 300 émissions, si ce n'est déjà fait. A trois femmes, trois hommes chaque fois, ça fait un imposant total de 1800 «chasseurs» d'amour à leur être passés entre les mains.

«Au début, on ne savait pas trop ce qui se passerait, confesse Lise Bélanger. Maintenant, on ne voit plus devant nous.»

Et même s'il y a de la critique. Parce qu'il y en a. Fondée ou pas. Comme ce reproche que glissait une dame propriétaire d'une agence de rencontre: «C'est épouvantable d'envoyer deux personnes qui ne se connaissent pas en voyage ensemble dans un hôtel» (le prix d'un coup de foudre). Précision des responsables: les deux personnes sont dans une chambre séparée et n'ont même à se dire seulement bonjour dans les escaliers, s'ils le veulent. C'est du reste un peu la norme de se distribuer les «craques», dans l'industrie de l'âme soeur. On trouve généralement la méthode du concurrent québécois, sinon choquante. Tandis que la sienne... Concurrence oblige, quoi.

Ce sont surtout des jeunes de la vingtaine et de la trentaine qu'on voit défiler à *Coup de Foudre*. Ceux-là s'offrent tout naturellement, tandis que les chercheurs doivent travailler fort, si elles veulent y amener des candidats plus âgés, dans la cinquantaine notamment. Il faut évidemment trois hommes chaque fois qu'elles ont déniché trois femmes. «Pas facile», convient Julie Langlois. Quoi qu'un «vieux garçon» de 50 ans s'est finalement marié après être passé par *Quatre-Saisons*!

«C'est vieux chercher l'âme soeur, dit Lise Bélanger. Mais il y a différentes démarches. Nous, on veut démythifier un peu la chose, faire tomber l'angoisse qui s'y rattache. On veut que les gens s'amuse en même temps.»

Quatre-Saisons a son premier bébé-*Coup de Foudre*; Geneviève est née en août dernier, d'un couple formé, pour ne pas dire forgé à la télévision. *Vidéotron* tient le rythme: il a son premier bébé-*Télé-Rencontres*, l'avant-dernière trouvaille télévisuelle du marché de l'amour, juste avant *Coup de Foudre*.

Jacques Lamothe, le patron de *Télé-Rencontres*, admet indirectement le caractère un peu olé! olé! de la méthode, en confessant spontanément ceci: «Au début, tout le monde disait que personne ne viendrait afficher son vide amoureux en pleine télévision. De sorte qu'on a payé des employés de Vidéotron pour passer.»

C'était il y a trois ans. Aujourd'hui, *Télé-Rencontres* a un roulement de 100 à 150 membres actifs, selon M. Lamothe. Et si, au début, on ombrageait les photos des candidats, comme pour préserver une manière d'anonymat dans le m'as-tu-vu, beaucoup d'hommes et de femmes à l'affiche se désolent désormais présentés dans la grande lumière... à leur demande. «Des clients nous ont dit: enlève l'ombrage, le monde ne nous voit pas comme il faut!» raconte Jacques Lamothe.

Le contrat va comme suit: 60 \$ pour 84 parutions en 45 jours. Il faut être membre pour avoir accès aux personnes «annoncées».

«On ne fait pas de pseudo-psychologie, ici, explique Coro Rael, collaboratrice de M. Lamothe. On est simplement un outil. On passe les gens à la télé, et on les laisse se débrouiller entre eux après coup. Nous ne sommes pas une agence de rencontre». Ce n'est pas *Télé-Rencontres* qui «plug», ce sont les clients qui se «pluggent». De sorte qu'un retardé mental y est passé un an sans résultat. «Il a fallu finir par lui dire...» confie Mme Rael qui, quelques minutes avant, avait laissé tomber: «Nos clients deviennent des vedettes. Ils passent à la télé!»

Offensive...

au sol) si Ottawa le juge nécessaire, a affirmé hier le chef de l'aviation canadienne, le lieutenant-général Fred Sutherland, qui visitait ses bases dans la région du Qatar.

M. Bush, soulignant qu'il voulait «rassurer» l'opinion, a déclaré que les pertes américaines étaient plus faibles que prévu, que les forces alliées continuaient de frapper l'Irak avec des armes de haute technologie sans «prendre pour cible les civils» et que le moral des troupes américaines était au plus haut.

Le département d'Etat a entre-temps annoncé hier qu'il retirait une partie de son personnel diplomatique du Pérou pour toute la durée de la crise du Golfe à cause de menaces contre les intérêts américains. Il a conseillé aux Américains d'éviter de se rendre dans ce pays pendant cette période et à ceux qui y résident d'envisager de partir.

Trois missiles Scud

Par ailleurs, les forces de Bagdad ont repris leurs tirs de missiles Scud contre Israël et l'Arabie Saoudite.

Un 33e missile SCUD s'est abattu tôt ce matin dans un secteur habité du territoire israélien faisant plusieurs blessés légers et un ou deux blessés moyennement atteints ainsi qu'un certain nombre de dégâts, a annoncé le porte-parole de l'armée israélienne, le général Nahman Shai. Un autre missile s'était écrasé hier dans une zone inhabitée.

En visite à Washington, le ministre israélien de la Défense, M. Moshe Arens a refusé hier de promettre qu'Israël n'exercera pas de représailles...

Un missile a également été détruit hier par un missile anti-missiles Patriot au-dessus de Riyad. Deux gardiens de sécurité ont été légèrement blessés par des éclats de verre lorsque les débris du missile sont tombés sur un campus universitaire de la périphérie de la capitale.

Divisions irakiennes défaits

À Riyad, des officiers alliés ont dit que la coalition avait intensifié ses bombardements des premières lignes irakiennes et que certaines unités ennemies en avaient souffert au point de se joindre à d'autres afin de reconstruire des bataillons.

«Aucun bataillon irakien n'est épargné par nos pilotes», a dit un porte-parole militaire américain après avoir fait état de 750 sorties contre des positions de première ligne au cours des dernières 24 heures — chiffre record pour une journée depuis le début des hostilités le 17 janvier.

Selon un haut responsable militaire américain, les premières séries d'attaques alliées avaient réduit de près de 90 % le ravitaillement des troupes de première ligne, et les Alliés ont depuis lors fait sauter de nombreux ponts situés entre la zone des combats et l'intérieur de l'Irak.

L'agence irakienne INA a précisé hier que les forces alliées avaient «mené 28 raids sur des objectifs civils, dont plusieurs ponts, routes, centrales de pompage d'eau et voitures civiles. Ils ont également attaqué les habitations».

De retour d'un voyage d'une semaine en Irak, l'ancien ministre américain de la Justice, M. Ramsey Clark, a indiqué hier qu'entre 6000 et 7000 civils irakiens pourraient avoir péri sous les bombardements des forces alliées.

Cette estimation, a indiqué l'ancien ministre, lui a été communiquée par M. Ibrahim Al-Noore, chef du Croissant-Rouge irakien (équivalent de la Croix-Rouge en pays musulman), ce dernier se basant sur les témoignages de personnes chargées de distribuer des vivres aux hôpitaux à travers tout le pays.

Le commandement américain a admis hier que «des dégâts collatéraux» (i.e. la mort de civils) étaient provoqués par les bombardements alliés sur Bassorah, tout en soulignant que ce port irakien du Golfe était «une ville militaire dans tous les sens du terme».

Un journal du Caire en Égypte rapportait en outre hier que Bagdad avait secrètement informé trois pays amis que les bombardements alliés avaient détruit 14 complexes militaires et tué quelque 15 000 soldats irakiens qui en assuraient la garde.

LA QUOTIDIENNE
tirage du 11 février

0-2-8
0-5-8-6

LA TROIS

LE SOLEIL



Étudiants irakiens conscrits

BAGDAD (AP) — Radio-Bagdad a annoncé hier l'appel sous les drapeaux de tous les irakiens de 17 ans, y compris les étudiants qui jusqu'à présent en étaient dispensés. Ils doivent se présenter dans les bureaux de conscription entre le 15 février et le 20 mars, sous peine de poursuites.

Autoroute aérienne

ARABIE SAOUDITE (AFP) — Les risques de collision aérienne augmentent pour l'aviation alliée, alors que l'étendue des zones bombardées commence à être réduite, a annoncé hier le colonel Charles Pettijohn. « Le ciel est aussi encombré qu'une autoroute. » Des appareils doivent parfois se dégager de leurs cibles avec des munitions encore à bord afin de laisser la place à d'autres.

La propriété de Bull louée

CANTON DE POTTON (PC) — Le ministère de la Défense nationale aurait loué l'immense propriété que Gerald Bull possédait à Canton de Potton (Estrie) et où la firme Space Research Corporation expérimentait des canons à longue portée, a appris hier le quotidien « La Tribune » de Sherbrooke d'un informateur généralement fiable. Il n'a toutefois pas pu dire si les Forces armées canadiennes projettent de se servir de la propriété pour y entraîner des réservistes ou pour y faire l'essai de canons.

C'est la faute aux Scud!

WASHINGTON (AFP) — Le magazine « Time » rapporte que le 18 janvier dernier, au lendemain de la première attaque de missiles Scud sur Israël, toute une classe (âge moyen 14/15 ans) d'un établissement de Washington a demandé à son professeur de faire refaire un examen de mathématiques. Excuse ? Ils avaient tous passé la moitié de la nuit devant CNN...

CNN évacué

ATLANTA (AP) — Le programme « Headline News », un service séparé de CNN, a été temporairement interrompu, hier, lorsqu'un appel à la bombe a forcé l'évacuation des 2500 employés de l'édifice abritant la chaîne de télévision américaine. Il ne s'agissait pas du premier appel du genre depuis le 17 janvier, mais c'est la première fois qu'une évacuation générale est ordonnée.

Une lettre à Saddam

NEW YORK (Reuter, AP) — La femme du correspondant de CBS porté disparu a écrit à Saddam Hussein pour lui demander de lui communiquer toute information en sa possession sur le sort du journaliste. Convaincue que son mari Bob est toujours vivant, Françoise Simon a précisé qu'elle avait également écrit au roi Hussein (Jordanie) et à Yasser Arafat (OLP).

Bagdad: risques d'épidémies

AMMAN (AP) — La maire d'Athènes a appelé hier la communauté internationale à intervenir pour sauver Bagdad des menaces d'épidémies mortelles. Selon Antonis Tritsis, qui rentre d'une visite de deux jours à Bagdad, la menace viendrait du débordement des égouts et de la contamination de l'eau potable.

Les moudjahidine arrivent

RIYAD (AFP) — Des moudjahidine afghans sont arrivés en Arabie Saoudite pour se battre aux côtés des forces de la coalition a confirmé, hier, le colonel saoudien Ahmed Al Roubayan. Il a évalué leur nombre à un peu plus de 300.

Appui musical

BURBANK, Calif. (AFP) — Plusieurs célébrités américaines ont enregistré une chanson de soutien aux troupes de leur pays. Le producteur et compositeur David Foster a monté ce projet et sa fiancée Linda Jenner a écrit le texte. David Cassidy, Kevin Costner, Sissy Spacek, Meryl Streep, Michelle Pfeiffer, le boxeur Mike Tyson et Wayne Gretzky ont notamment participé. Tous n'étaient pas forcément d'accord avec la politique américaine. « Mais maintenant que nous y sommes, il est trop tard pour se demander si c'est correct », a déclaré Whoopi Goldberg.

Crâne patriotique

UNION CITY (AFP) — Frustré parce qu'un arrêté municipal d'Union City (Californie) l'empêchait d'exhiber le drapeau américain sur son véhicule de travail et son casque, le capitaine des pompiers a riposté en se faisant raser et teindre le derrière de la tête de façon à y faire apparaître l'emblème national. « Maintenant, on ne peut plus me dire d'enlever le drapeau », a déclaré Mike Brown.

La fuite des avions irakiens en Iran

La thèse de la défection s'effrite

(AFP, Reuter) — La fuite de près de 150 avions irakiens en Iran ressemble plus à un exode organisé pour mettre à l'abri les meilleurs éléments des forces aériennes irakiennes qu'à une véritable défection, ont estimé hier des officiers de l'armée américaine en Arabie Saoudite.

« Notre sentiment est que Saddam Hussein envoie ses avions là-bas pour préserver sa flotte pour le régime, quel qu'il soit, qui survivra après la guerre », a estimé l'un de ces officiers, qui ont requis l'anonymat. Il a écarté la possibilité d'une attaque massive « de style kamikaze. » « Jusqu'à présent les

aviateurs irakiens n'ont pas montré qu'ils étaient capables de ce genre d'action. »

Certains de ces avions sont sous abris en Iran, mais pour la plupart ils sont stationnés sur le côté des pistes des aéroports, a précisé l'officier américain. « C'est un peu comme si ces avions étaient arrivés dans des bases aériennes où les Iraniens ne souhaitent pas qu'ils vien-

ent », a-t-il estimé, affirmant que certains d'entre eux ont été déplacés d'une base aérienne à une autre par les pilotes irakiens eux-mêmes.

Les Iraniens « ont sans doute été un peu surpris par le grand nombre d'avions irakiens qu'ils ont reçus. Ils ont été dispersés dans le pays, à l'est, à l'ouest au nord. Il y en a partout en Iran. »

« Nous avons aussi l'impression que ce sont de jeunes pilotes qui ont emmené ces avions. Nous avons un certain nombre d'indices montrant que ces pilotes étaient inexpérimentés », a indiqué un autre l'officier, pour qui Saddam Hussein a gardé les pilotes les plus expérimentés en Irak « pour une éventuelle attaque après l'engagement terrestre, ou pour marquer le coup en contrant une importante offensive aérienne alliée. »

Ces avions représentent une menace « minimale » pour les forces américaines, parce que notamment ils ne semblent pas recevoir la maintenance délicate qu'ils nécessitent, a estimé l'officier.

Puissance despotique

Par ailleurs, le président iranien, Ali Akbar Hachemi Rafsandjani, a qualifié hier les dirigeants irakiens de despotes et a réaffirmé la neutralité de son pays dans le conflit.

Les récents efforts de médiation du président iranien ont reçu un accueil très froid à Bagdad et Saddam Hussein n'a pas même mentionné les propositions iraniennes dans le solennel discours à la nation qu'il a prononcé dimanche soir.

À l'occasion du 12ème anniversaire de la Révolution islamique, le président Rafsandjani a déclaré hier que l'Irak et la coalition multinationale combattaient tous deux pour une cause injuste. Une foule évaluée à un demi-million de personnes s'é-

tait rassemblée place Azadi (liberté) à Téhéran, malgré des températures inférieures à zéro degré.

La GRC fouille un céréalier

QUÉBEC — Craignant la présence de passagers clandestins d'origine irakienne, des inspecteurs de la Gendarmerie royale du Canada et des Douanes ont passé l'avant-midi d'hier à bord du *Omnium Pride*, un céréalier qui s'était amarré au quai 28 à 7 h 10.

par ROCH DESGAGNÉ
LE SOLEIL

Les enquêteurs fédéraux sont montés à bord du bâtiment vers 7 h 30 et n'en sont descendus que six heures plus tard environ. Les informations disponibles hier ne précisaient pas quel résultat ont donné les recherches.

Pendant toute l'opération, des policiers du port ont surveillé tout accès à la passerelle du navire, a précisé le sergent Ronald Pelletier de la police du port. Tard hier soir, le céréalier a été transféré au quai 27 en attendant que le chargement d'un céréalier soviétique soit complété. Dimanche en soirée, le même bateau avait été immobilisé pendant quelques heures en aval du poste de pilotage des Escoumins, par suite d'un trouble d'engin. Provenant de Liverpool, l'*Omnium Pride* devrait normalement quitter le port de Québec dans trois ou quatre jours en direction du Soudan.



Un Israélien attend l'intervention des secouristes sous les débris de sa maison détruite par l'explosion hier d'un Scud. Malgré sa fâcheuse posture, il n'aurait subi que de légères blessures.

«Maman est partie pour la guerre»

SAN DIEGO (AFP) — Greg est un petit Américain de 7 ans aux yeux bleus qui a parfois le soir du mal à s'endormir : « Maman est partie à la guerre. Je ne sais pas où elle est, mais je sais que c'est loin ».

Le 5 septembre, la mère de Greg, Deborah (31 ans), a quitté la base navale de San Diego (Californie), l'une des plus importantes du pays, pour le Golfe à bord de l'Acadia. Sur ce bateau-atelier, elle occupe un poste de magasinier.

« Lorsqu'elle a appris où elle allait, elle est venue me trouver à mon bureau. Elle était en larmes. Elle avait toujours voulu partir en mission mais pas de cette façon », se souvient Bill Wyatt, son mari, lui aussi engagé dans la marine mais affecté à terre et qui s'est retrouvé seul avec trois enfants à élever.

Triomphe de la technologie moderne, la guerre du Golfe n'en a pas moins touché l'Amérique dans ce qu'elle a de plus traditionnel : la famille. Jamais auparavant un aussi grand nombre de femmes militaires (30 000, 6% des effectifs) n'avait été déployé sur un théâtre d'opérations au plus près des dangers.

Pour Bill, qui est aidé par sa belle-mère, devenir un « papa-poupe » n'a pas été facile. « Les enfants n'aimaient pas ma cuisine. Je ne savais pas programmer la machine à laver. » Il semble pourtant avoir réussi son examen de passage. Et même au-delà puisque la petite

dernière âgée de deux ans, Kerri, appelle son père, un blond moustachu, « maman ».

Les Wyatt sont dans la Navy depuis plusieurs générations et Bill a rencontré sa femme sur un bateau. Depuis qu'elle est partie, Bill et sa femme ne se sont parlés que quatre fois par téléphone, lorsque l'Acadia a fait escale. Il lui écrit tous les jours, mais reçoit des nouvelles de façon irrégulière.

« Elle est très inquiète pour les enfants. La dernière fois, Kerri n'a pas voulu lui parler. Ma femme pleurait, elle a peur de perdre le contact avec elle. » Pour atténuer les effets de cette séparation, il fait embrasser presque chaque jour la photo de sa femme à ses deux fillettes de 2 et 4 ans.

Contrairement à leur frère, elles ne réalisent pas vraiment ce qui se passe. « Je fais des mauvais rêves. Elle peut être tuée là-bas », confie Greg. Le petit garçon aux cheveux blonds se rassure comme il peut. « Je regarde les informations. Les Américains, leurs avions et leurs bateaux sont forts et ils ont de meilleures armes que les méchants. »

Malgré l'angoisse qui l'assaille parfois, Bill Wyatt reconnaît qu'une aussi longue séparation lui a « ouvert les yeux ».

« Je suis plus proche de mes enfants et paradoxalement de ma femme », raconte cet homme de 40 ans. Pour tenir le coup, il ne cesse de penser à ce qu'il fera pour fêter le retour de Deborah : il a déjà prévu les roses rouges, le gâteau et acheté la voiture qu'il lui offrira.

« Ma femme a probablement peur et j'aurais préféré être à sa place, mais je sais qu'elle est très fière d'être là-bas. »

Le bal diplomatique intensifie son rythme

(Reuter, AFP) — Une intense activité diplomatique, marquée notamment par des initiatives de l'URSS et de la Chine, se poursuit en vue d'infléchir la position immuable de Bagdad.

Radio-Bagdad a affirmé dans la journée d'hier que l'Irak n'accepterait aucun cessez-le-feu. Mais à Tunis, le vice-premier ministre irakien Saadoun Hammadi, en tournée au Maghreb, a dit que son pays serait prêt à examiner toute offre de cessez-le-feu sans conditions : « Si une quelconque partie, ou l'agresseur, demandait un arrêt inconditionnel des combats, nous étudierions cela et nous dirions rapidement si nous l'acceptons ou non. »

Par ailleurs, l'Irak a décidé de boycotter le pèlerinage annuel de La Mecque (le Haj) et « poursuit des contacts avec plusieurs pays en vue d'arriver à une position collective de boycottage ».

Entre-temps, l'ONU n'a pas l'intention de commenter la publication de la transcription des entretiens jugés « confidentiels » du 13 janvier à Bagdad

entre le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, et le président irakien, M. Saddam Hussein.

À Belgrade, 15 pays non-alignés ont entamé des concertations pour tenter de trouver les moyens de mettre fin à la guerre. « Même s'il n'existe qu'une petite lueur d'espoir, elle doit être exploitée », a déclaré le ministre indien des Affaires étrangères, Vidya Charan Shukla.

Le premier ministre pakistanais, M. Nawaz Sharif, est arrivé hier à Alger où il doit soumettre aux responsables algériens son plan en six points pour le règlement de la crise du Golfe. Le plan pakistanais a été rejeté officiellement dimanche par le ministre des affaires étrangères de l'Irak, M. Tarek Aziz.

Evgueni Primakov, émissaire personnel du président Mikhaïl Gorbatchev, a quitté Moscou pour Bagdad où il espère être reçu par Saddam Hussein. De son côté, le vice-ministre chinois des Affaires étrangères, Yang Fuchang, a entamé une tournée qui le conduira en Syrie, en Turquie, en Yougoslavie et en Iran.

L'Irak a de nouveau reçu le soutien de Yasser Arafat. Avant de se rendre à Amman pour des entretiens avec le roi Hussein de Jordanie, le chef de l'OLP a déclaré que « tous ceux dont les mains auraient été souillées par le sang des héros de l'Irak seraient châtiés ».

Arafat a toutefois invité le président François Mitterrand de la France « qui est un homme de principe », à « sauver la stabilité, la sécurité et la paix » au Moyen-Orient.

Enfin, le président égyptien Hosni Mubarak a sévèrement critiqué hier les « formules inventées de toutes pièces par les complices » de l'Irak pour arrêter la guerre du Golfe.

Les étudiants de Laval stressés par le conflit

La guerre est une source importante de stress chez les étudiants de l'université Laval.

Les résultats d'un sondage, effectué dernièrement par l'École de psychologie de cette université auprès de 580 étudiants et étudiantes de la faculté des sciences sociales, démontrent que plus de 69 % de ces jeunes, dont l'âge moyen est de 22 ans, se sont dit stressés par cette crise.

De ce nombre, 10 % se sont dit très stressés. Cependant, 30 % des étudiants ont déclaré n'être pas du tout affectés par la situation.

M. Janel Gauthier, professeur à l'École de psychologie, croit que, contrairement à l'idée généralement répandue selon laquelle les images de guerre présentées à la télévision contribuent à élever le niveau de stress chez une personne, il est préférable de s'informer adéquatement que de demeurer dans l'ignorance.

« En l'absence d'information, les gens tendent à imaginer les pires scénarios. Savoir à quoi s'en tenir face à une situation donnée est encore la meilleure arme contre le stress. »

LA POLITIQUE

À la base libérale de parler concernant le rapport Allaire

Alors que les libéraux de Brome-Missisquoi veulent empêcher que le PLQ ne s'engage dans le virage nationaliste proposé par le rapport Allaire, l'aile fédéraliste moins radicale suggère d'en atténuer sérieusement la portée.

textes de ANDRÉ FORGUES ET GILLES BOIVIN
LE SOLEIL

C'est ce soir, à minuit, que les associations de comités du PLQ devront avoir soumis leurs propositions d'amendements qui seront débattues lors du congrès, les 8, 9 et 10 mars prochain. Parmi ces amendements, on peut déceler les germes d'une discussion animée si l'on en juge par les entrevues téléphoniques menées auprès d'une vingtaine d'associations de comté.

Dans Brome-Missisquoi on propose de reporter tout simplement « toute décision sur la démarche proposée » tant que le gouvernement n'aura pas déposé « des évaluations d'impacts associés au rapatriement des pouvoirs recherché ».

Le rapport Allaire proposait d'amorcer « dès le prochain budget » une évaluation « préliminaire » de ces impacts. Les militants de la circonscription du ministre Pierre Paradis y voient la confirmation que cette évaluation n'a pas débuté et que la population se trouve dans « l'incapacité de faire un choix en toute connaissance de cause ».

C'est par ailleurs de la circonscription du ministre Claude Ryan, Argenteuil, qu'est venue l'une des propositions les plus étoffées des tenants du fédéralisme. Celle-ci propose en effet quatre amendements que son président Me Luc Lépine qualifie pourtant de « changements mineurs ».

Essentiellement, ceux-ci veulent ramener sous juridiction partagée sept champs de compétence que le rapport Allaire proposait de laisser sous la gouverne exclusive du Québec: environnement, agriculture, communications, énergie, industrie et commerce, recherche et développement et sécurité publique.

La réforme du cadre politique et constitutionnel viserait « l'autonomie nécessaire à l'épanouissement de la société québécoise » et non plus, comme dans la proposition Allaire, « l'autonomie politique de l'État québécois ». La négociation de cette réforme serait entreprise « avec le reste du Cana-

da » et non plus avec le seul gouvernement fédéral, comme l'a répété le premier ministre Bourassa depuis l'échec de l'accord du lac Meech.

Québécois anglophones

Le Parlement fédéral se verrait également accordé un droit de veto dans la formule d'amendement de la constitution et la « charte des droits et libertés canadienne » serait réintroduite dans la compétence du tribunal communautaire. Quant au Sénat, on n'en recommande plus l'abolition que « dans sa forme actuelle ».

Dans la circonscription à prédominance anglophone de Westmount, on devait examiner hier soir la résolution d'Argenteuil. Le président de l'association, M. William Cosgrove, qui est également membre du comité Allaire, a indiqué que l'amendement concernant le sénat avait déjà été adopté.

Les libéraux de Westmount proposent en outre d'inclure dans la position constitutionnelle du parti une reconnaissance des droits des anglo-Québécois et un code des minorités culturelles. Ceux-ci suggèrent de plus de ga-

rantir le support du Québec aux minorités francophones du reste du pays.

Inquiets, ils veulent surtout surveiller le cheminement de cette ronde de négociation constitutionnelle en demandant au PLQ de créer un comité qui sera chargé de faire rapport à chaque conseil général du parti et d'entreprendre les études d'impacts sur le rapatriement des pouvoirs.

Plusieurs autres circonscriptions, comme celle du ministre Gil Rémillard, Jean-Talon, sont elles aussi « ouvertes à la discussion » même si elles n'ont pas proposé d'amendements précis au rapport Allaire. Les militants de la circonscription de Bourassa proposent d'ailleurs de modifier l'agenda du congrès pour consacrer toute la journée du samedi au sujet estimant que « l'avenir constitutionnel d'un pays ne peut et ne doit se décider en quelques heures ». Dans la région de l'Ouataouais, le rapport Allaire inquiète. Les cinq associations de comté entendent donc déposer sur le plancher du congrès une proposition visant à s'assurer que le PLQ « s'engage vis-à-vis la région (et ses 21 000 fonctionnaires fédéraux) au moins autant que l'a fait le PQ » à son dernier congrès, souligne le président de Hull, M. Claude Lamarche.

... et les souverainistes ont l'intention d'agir

L'aile souverainiste du PLQ n'entend pas rester silencieuse dans le débat en cours et voudrait voir enclencher le plus rapidement possible la démarche proposée.

Plusieurs circonscriptions nationalistes, comme Chauveau et Vanier, suggère donc que l'Assemblée nationale adopte « dès la prochaine session parlementaire » une résolution sur le référendum à tenir avant la fin de l'automne 1992.

Ils proposent également que l'Assemblée nationale « crée dès maintenant une assemblée constituante en vue de l'élaboration d'une constitution québécoise ». Le comité politique de la rive-sud de Montréal, où sont représentées 18 circonscriptions, suggère d'amender le seul paragraphe de la résolution Allaire où l'on utilise le

mot province. Ces militants préfèrent qu'on utilise le mot « parties », indique le président de Bertrand, M. Claude Bouchard.

Dans plusieurs circonscriptions, on est plutôt favorable au rapport Allaire et on n'a préparé aucun amendement. C'est le cas notamment dans Bonaventure, Duplessis, Chicoutimi et plusieurs comtés de la région de Québec, notamment celui du ministre Marc-Yvan Côté, Charlesbourg.

Participant, hier, à la remise des insignes de l'Ordre du Québec, le premier ministre Bourassa s'est dit « confiant que l'unité du parti va être préservée ».



Le peintre Francesco Iacurto, à gauche, a reçu les félicitations du Lieutenant gouverneur du Québec, Martial Asselin, à droite, en même temps qu'il était fait Chevalier de l'Ordre national du Québec, en présence du premier ministre Robert Bourassa, au centre, hier.

L'indépendance « rien de plus normal », dit Oscar Peterson

Un des rares non-résident du Québec à être fait Chevalier de l'Ordre national du Québec, le célèbre musicien de jazz Oscar Peterson a aussitôt affirmé sa conviction que le Québec va devenir un pays indépendant et que rien n'est plus normal.

par ANDRÉ FORGUES
LE SOLEIL

M. Peterson a été décoré hier, des mains du premier ministre Robert Bourassa, en même temps que 25 autres personnalités. Né à Montréal, âgé de 65 ans et depuis deux ans élevé au rang de Compagnon de l'Ordre du Canada, le pianiste et compositeur mondialement reconnu a expliqué que sa famille est depuis longtemps démenagée à Mississauga, « pour des raisons pratiques ».

Interrogé sur la situation politique actuelle, il a dit espérer « que les Canadiens sont assez grands pour régler cela d'une manière intelligente et élégante ».

M. Peterson dit croire que le Québec va devenir indépendant. « Je suis aussi fier d'être Canadien que n'importe qui mais je crois que, s'il y a une fraction parmi nous qui veut se retirer et aller dans une autre direction, il faut le comprendre ».

Expliquant que ses voyages à travers le monde lui ont permis de constater qu'il y a plusieurs « pays qui sont bien plus petits que le Québec. Il n'y a rien de mal là-dedans. La Lituanie en est un, la Suisse ».

D'autre part, M. Peterson raconte avoir été très surpris d'apprendre qu'il existait une telle chose que l'Ordre du Québec et qu'il avait été aussi étonné qu'on

ait décidé de l'y admettre.

Les autres personnalités honorées cette année sont, à titre de Grand Officier, Mme André Maillet et MM. André Aisenstadt, Jacques Genest et Gérard Parizeau, qui est le père du chef de l'Opposition, M. Jacques Parizeau.

Ont été faits officiers de l'Ordre Mme Juanita Westmoreland-Traoré et MM. Claude Castonguay, Fernand Labrie, Marcel Gagnon, Victor Goldbloom, Jean-Louis Lévesque, Arthur Tremblay et Gilles Tremblay.

Enfin, comme Chevaliers, en plus de M. Peterson, on a honoré Mmes Micheline Beauchemin, Claire Bonenfant, Yvonne-Marie-Emilie Gagnon, Marjolaine Hébert et Micheline Legendre ainsi que MM. Francesco Iacurto, Marcel Jobin, Charles Gagnon, Aurélien Gill, Benoît Lavoix, Guy Rocher, Michel Tremblay et Jean Vallerand.

Le comté de Ryan «souverainiste»

OTTAWA - Selon la députée fédérale d'Argenteuil-Papineau, Lise Bourgault, ses électeurs, qu'elle partage avec le ministre provincial Claude Ryan, lui disent être prêts pour la souveraineté du Québec.

par PIERRE-PAUL NOREAU
LE SOLEIL

La députée conservatrice se dit en excellents termes avec le ministre Ryan, dont le comté est entièrement englobé par sa circonscription fédérale. Toutefois elle fait

une lecture totalement différente de celle de son vis-à-vis provincial quant à ce que veulent leurs électeurs communs.

« Pour eux-mêmes, l'échec de l'accord du lac Meech a été le tournant décisif. Ça les surprend bien gros le rapport Allaire puisque, pour eux, on n'a pas été ca-

pable de négocier Meech, comment pourrait-on négocier tout cela. C'est clair, insiste la députée conservatrice lors d'une entrevue téléphonique, il n'y a pas d'ambiguïté dans leur esprit. Ils sont les premiers à dire que peut-être il va falloir passer par un mouvement dramatique, par la souveraineté ».

Expliquant s'être appliquée au cours des dernières semaines à échanger sur cette question avec les gens et tout particulièrement avec plus d'une centaine de leaders d'opinion des quelques 55 municipalités de son territoire, Mme Bourgault en arrive à la conclusion que ses commettants sont comme le reste des Québécois.

« C'est un comté que je croyais fédéraliste, avoue la députée conservatrice, mais je le vois maintenant en très très grande remise en question. En fait, ce que j'entends ici c'est que les gens ne veulent plus du statu quo et ne croient pas à la renégociation des pouvoirs dans le contexte actuel ».

Elle pense que le ministre Ryan s'applique de son côté à travailler une proposition qui deviendrait une alternative à la souveraineté. Les gens désirant un important transfert de pouvoirs d'Ottawa selon elle, « M. Ryan essaie à mon avis de voir si, avec une proposition claire comportant une nouvelle attache canadienne et des éléments bien précis quant aux questions économiques, les électeurs d'Argenteuil iraient vers ça ».

Mais, pour l'instant, tranche la députée, ses concitoyens n'ont pas cette option en main et conséquemment sont prêts à tourner la page fédéraliste.

Personnellement, Mme Bourgault, une nationaliste du caucus québécois de Brian Mulroney se dit encore à l'aise dans le Parti conservateur.

Après un court silence, elle glisse toutefois: « Mais, est-ce que ça va continuer à être comme ça? Vous savez une semaine en politique, c'est long... ».

Chocolat chaud à 79 \$!!! Oui, mais...

...la chambre est comprise au Québec Hilton!

Après une dure journée de travail, vous méritez ce qu'il y a de mieux... l'accueil chaleureux que vous réserve le Hilton. Au moment de votre inscription, nous vous demanderons d'acheter une délicieuse et crémeuse (quoique coûteuse) tasse de chocolat chaud; votre chambre, par contre, ne vous coûtera rien de plus, à l'exception des taxes sur la chambre.

De plus, les 5 000 premiers clients pourront conserver la tasse. Hâtez-vous! Cette offre savoureuse ne dure que jusqu'au 15 avril 1991. A très bientôt!



« Amenez-moi au Hilton »

L'offre « Choco-dodo »* dans les hôtels Hilton suivants:

Halifax Hilton	59\$	Montréal	
Saint John		Aéroport Hilton	99\$
Hilton (N.-B.)	59\$	Toronto Hilton	89\$
Québec Hilton	79\$	Toronto	
Montréal		Aéroport Hilton	89\$
Bonaventure Hilton	99\$	Windsor Hilton	69\$
		Edmonton Hilton	69\$

Des tarifs spéciaux « Hiver douillet » sont également disponibles dans les hôtels Hilton International participants aux États-Unis et en Europe.

Pour réserver votre tasse de chocolat chaud, appelez votre agent de voyages, l'hôtel de votre choix ou le service de réservations Hilton au 1-800-268-9275 et demandez l'offre « Choco-dodo ».



*Nombre de chambres limité. Certaines restrictions peuvent s'appliquer. Réservations à l'avance exigées. Tarif par chambre, pour une nuit. Taxes en sus.

Ouvrez l'œil sur notre REER

SPECIAL LESOLEIL

Les gens réclament beaucoup sans se connaître eux-mêmes

« J'en suis venue à la formule actuelle parce que je trouvais que les gens réclamaient beaucoup, sans vraiment se connaître eux-mêmes », explique Louise Bergeron. Sa formule : texte et photo.

par ALAIN BOUCHARD
LE SOLEIL

Louise Bergeron, 44 ans, est diplômée en service social et s'est occupée des jeunes mères célibataires d'un centre d'accueil, avant d'aboutir à son agence de rencontre. Mais ce n'est peut-être pas tellement ce qu'il aurait fallu dire, quant à son hier. Mais plutôt ceci : après son divorce, Mme Bergeron a tenté de se trouver un homme dans une agence traditionnelle et a déjà piloté une agence de ce type avant de fonder son Centre d'épanouissement affectif, à Sainte-Foy.

« J'avais les mêmes préjugés que tout le monde. Jamais je ne serai assez mal fichue pour faire appel à une agence. Et pourtant... »

Dans les agences traditionnelles, on tente de « matcher » des couples à partir d'un dossier et d'une photo que l'intermédiaire est seul à consulter. Chez Louise Bergeron, les membres ont accès à la photo des autres membres, en même temps qu'à un texte qu'il a lui-même écrit sur sa personne.



Louise Bergeron : faire écrire les gens les force à se connaître mieux.

« Ce qui, dit-elle, force le monde à se connaître un peu mieux et à être plus réaliste. Les gens recherchent la star : beau, grand, pas chauve même à 60 ans ; ou grande, mince, professionnelle autonome, etc. Ce qu'ils ne sont pas nécessairement, eux ! »

Prix : 200 \$ pour six mois, 300 \$ pour un an. Elle refuse de dire combien elle a de membres. Mais dira avoir cinq fois plus de gens dans la vingtaine et cinq fois plus de femmes dans la cinquantaine — ce qui ressemble aux statistiques générales du courtage en amour. L'efficacité ? « Peut-on mesurer le taux de réussite en amour ? réplique Mme Bergeron. Ça ne dépend sûrement pas de l'agence. Ça dépend des gens concernés. Chose certaine, tout le monde a besoin d'aimer et d'être aimé. »

Humour, poésie et... Alter Ego

Si l'idée de Louise Bergeron part de l'agence classique, elle part un peu aussi de la fameuse Boîte à mots de Montréal, lancée par Suzanne Boyer il y a six ans. À mots seulement, donc pas de photo. Mais où, cette fois, on peut lire avant de payer les 130 \$ exigés pour quatre mois.

« On est un lieu public, explique Mme Boyer. Les gens peuvent y circuler librement pour lire ce qu'ont écrit les membres... et risquer parfois d'y croiser des gens qu'ils connaissent parfaitement bien. Et pourquoi pas ? »

La Boîte à mots compte actuellement 150 membres. Ils peuvent écrire sur eux-mêmes ou non. Certains se lancent dans l'humour, dans la poésie, etc. Ce sont généralement des passionnés d'écriture. Ils se savent au moins cette affinité.

La patronne estime que cette formule est viable pour les grandes villes seulement. « Dans

une petite ville, il faudrait que tous les célibataires de la place s'inscrivent pour que ça vaille la peine ».

Alter Ego, à Beauport, est la dernière née des agences de rencontre, à Québec. Elle a ceci de particulier qu'elle est dirigée par un couple ; qui a d'ailleurs eu son premier enfant, ces jours derniers. Johanne Boulet, ancienne hôtesses du Colisée et secrétaire d'école à plein temps, et Michel Tremblay, représentant, sont en fait des franchisés d'Alter Ego. Parce que son fondateur, Robert Dupras, de la Mauricie, veut en faire rien de moins qu'une chaîne... mondiale.

Mme Boulet, 31 ans, et M. Tremblay, 33 ans, dirigent l'agence à temps partiel. « Donc, disent-ils, on peut se permettre une sélection plus serrée, puisqu'on ne vit pas de ça ». Et, tenez-vous bien : ils se sont connus dans un bar ! « Mais alors qu'on était tous deux là par affaire », s'empres- sent-ils de préciser. Parce que le bar, c'est le lieu le plus unanimement décrié par les courtiers en amour. « Quand on va dans un bar, dit Michel Tremblay, on adopte la mode du groupe qui s'y trouve. Ce qui fait que les gens passent par les bars, les discothèques, les Nautilus, pour aboutir finalement aux agences de rencontre ».

Prix : 200 \$ pour six mois. Avec clause de résiliation, dans certaines circonstances. Et là non plus, on ne dévoile pas le nombre de membres. À ce propos, Michel Tremblay exprime un point de vue intéressant : « On pourrait de toutes manières vous dire 500, 1 000, et vous n'auriez pas de moyen de vérifier. Alors... »

Pénurie d'hommes

Avec autant de gens seuls, plus d'un million dans la province entre 20 et 64 ans, ce qui devait arriver arriva finalement : fondation, il y a quelques mois, de l'Association des célibataires du Québec, par Marc Genest, 28 ans, de Québec.

« Je veux notamment permettre aux nouveaux célibataires de se rebâtir un réseau d'amis, dit-il. Et peut-être aussi contrer un peu l'image négative, parfois même suspecte de la personne seule ». Marc Genest s'est séparé d'une femme il y a 15 mois, après quatre ans de vie commune. Un enfant est né de l'union.

M. Genest demande 35 \$ par année et vise les 25-45 ans. Il dit avoir actuellement une cinquantaine de membres. Il offre un programme d'activités de groupes, y compris des forums sur la condition du célibataire.

« La base est l'amitié, dit-il. Je ne veux pas être une agence de rencontre. Sauf que le reste ne me regarde pas... »

Et il lance déjà un appel aux hommes. Parce qu'il y a déjà beaucoup plus de femmes dans la toute jeune association.

« On dirait que les femmes aiment les activités de groupe, alors que les hommes viseraient plus le seul à seul avec une partenaire », répète-t-il après beaucoup d'autres animateurs comme lui.



Johanne Boulet (alors enceinte) et Michel Tremblay, d'Alter Ego, à Beauport, qui est la dernière née des agences de rencontre, à Québec. Elle a ceci de particulier qu'elle est dirigée par un couple ; qui a d'ailleurs eu son premier enfant, ces jours derniers.

L'« amour organisé » mystifie et banalise

Si le courtage en amour risque de banaliser le couple, il risque aussi de le mystifier en même temps, estime le philosophe Marc Chabot. Parce qu'il le glorifie encore davantage, en en faisant une sorte d'accomplissement suprême.

par ALAIN BOUCHARD
LE SOLEIL

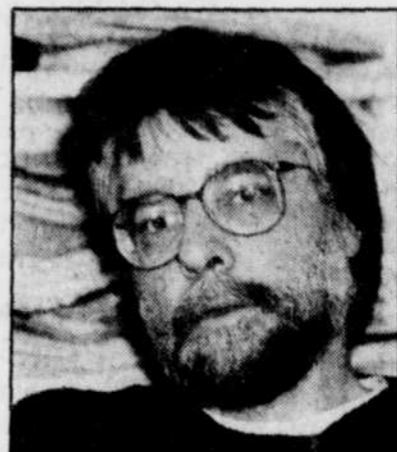
M. Chabot n'a rien contre l'idée des réseaux patentés. Il dit, par exemple : « L'émission Coup de foudre n'est pas pire que rentrer dans une salle de danse et dire je suis seul. » Il essaie seulement d'en comprendre le sens lui aussi. Il réfléchit sur les rapports hommes-femmes depuis des années. Professeur de philosophie au cégep Garneau, à Québec, il y a toujours eu des gens seuls ; peut-être pas autant qu'aujourd'hui, mais il y en a toujours eu. Sauf qu'ils restaient dans leur famille, même en âge avancé. De sorte qu'ils étaient moins voyants. Par exemple, on les voyait moins traîner en ville.

Marc Chabot a recensé, au fil des années, une immense pile de livres sur la condition féminine d'un bord et une immense pile sur la masculinité de l'autre. « Ce qui est encore vrai aujourd'hui, affirme-t-il. On a donc une pratique hétérosexuelle mais pas de pensée hétérosexuelle. Les femmes se pensent en femmes, les hommes en hommes. Et on a raffiné notre solitude par le discours. La morale du moi est une morale narcissique inévitable, c'est un oubli de l'autre. Voilà l'ère de l'individu ! Sauf qu'on ne peut s'attendre à ce que le célibat augmente encore beau-

Une chose est certaine : « Le couple demeure encore une norme. C'est inévitable que le couple ait la force d'un mythe. À quelque part, rester seul est une sorte d'échec. C'est s'entendre dire : il ou elle ne peut réussir quelque chose avec les autres. Ça fixe ton rapport à l'intimité ».

Alors, pourquoi avoir tant de mal à le former, ce couple ? D'abord, rappelle le philosophe, il y a toujours eu des gens seuls ; peut-être pas autant qu'aujourd'hui, mais il y en a toujours eu. Sauf qu'ils restaient dans leur famille, même en âge avancé. De sorte qu'ils étaient moins voyants. Par exemple, on les voyait moins traîner en ville.

Marc Chabot a recensé, au fil des années, une immense pile de livres sur la condition féminine d'un bord et une immense pile sur la masculinité de l'autre. « Ce qui est encore vrai aujourd'hui, affirme-t-il. On a donc une pratique hétérosexuelle mais pas de pensée hétérosexuelle. Les femmes se pensent en femmes, les hommes en hommes. Et on a raffiné notre solitude par le discours. La morale du moi est une morale narcissique inévitable, c'est un oubli de l'autre. Voilà l'ère de l'individu ! Sauf qu'on ne peut s'attendre à ce que le célibat augmente encore beau-



Le philosophe Marc CHABOT

coup. Il y a même un virage qui s'amorce. »

Éternellement difficile ?

En 1950, rappelle le philosophe, l'univers sexuel de l'homme était le mariage ou le bordel. En 1990, l'homme peut coucher avec plein de partenaires, qui ne sont ni sa femme ni une prostituée. Enorme décalage. « Ce qui fait que le problème, actuellement, n'est pas : je veux coucher avec toi. Il est : je veux RESTER avec toi ! »

Et pourquoi donc est-ce si difficile ? « Parce que les gens veulent peut-être plus rencontrer l'idée du couple, l'idée de l'amour, que rencontrer quelqu'un. Comme les gens veulent l'idée de l'enfant, et non l'enfant comme tel. Les gens veulent rencontrer quelqu'un dans leur tête, ce qui est une sorte de négation du réel. Dans une agence, par exemple, tu ne t'en

remets plus au hasard. Tu passes une commande, c'est sur mesure. Donc c'est une idée. Comme les bébés à option ».

Les courtiers en amour disent : on va t'aider, ça ne se trouve pas de même, l'âme soeur. « C'est une sorte de rationalisation de la passion, estime M. Chabot. Ce qui peut séduire, à cause de la peur de la passion folle qui part de la passion folle qu'on nous montre au cinéma mais qu'on ne voit à peu près pas dans la vraie vie ». Cas-type : 37,2 le matin. « Et je ne suis pas sûr, poursuit le philosophe, que de s'en remettre à la raison pour le couple est une solution. C'est la convention du : faut que je me fasse un chum, faut que je me fasse une blonde ! »

Pour Marc Chabot, le couple est une forme de servitude volontaire. Et le problème, c'est le volontaire, non la servitude. « Pourquoi faut-il toujours s'appartenir ? demande-t-il. Se tenir à bout de bras ? »

Il estime qu'on attendra toujours beaucoup du couple, parce qu'il est un collectif, un lieu de réalisation. Le plus petit peut-être, mais un collectif quand même. Il dit trouver cela intéressant que le couple soit un défi — « tout le monde l'essaie » — et souhaite que ça le demeure.

« Mais je me demande si ça ne restera pas éternellement difficile, conclut le philosophe. J'ai l'impression que Janette Bertrand a des émissions pour encore 150 ans ! »

00:00:01

DÈS LUNDI

Radio-Canada Québec

Erico

NOUS LIVRONS VOS CHOCOLATS

FABRICATION ARTISANALE

LA CHOCOLATERIE ERICO

583, RUE ST-JEAN, QUÉBEC

524-2122

UNITÉ # 2578

16 995\$*

1990

JEEP CHEROKEE

- 4 portes, 4x4
- 6 cylindres
- automatique
- cassette
- sièges recouverts de tissu
- dégivreur
- essuie-glace arrière
- console
- galerie de toit
- tapis moquette

GOSSELIN

1000, rue St-Nicolas, ST-NICOLAS 831-2050

APRÈS-VENTE: AUTO DE COURTOISIE GRATUITE

* Rabais inclus, taxes en sus

10³/₈% IMBATTABLE!*

Banque Hongkong du Canada

2795, boulevard Laurier, Ste-Foy, Québec G1V 4M7 (418) 656-6941

* Intérêt annuel garanti sur échéance fixe de 3% ans. Termes de 6 à 60 mois, encassables en tout temps. Ce taux peut changer sans préavis, mais nous garantissons des taux supérieurs à ceux annoncés par la Banque Royale, la Banque CIBC, la Banque de Nouvelle-Écosse, la Banque Nationale, la Banque Toronto-Dominion, la Banque de Montréal, le Canada Trust, le Montreal Trust et le Trust Royal pour leurs REER à échéances fixes.

Il est mort dans la violence, comme il a vécu

Abuseur d'enfants, Marceau a aussi connu l'horreur

Réal-Réjean Marceau est mort comme il a vécu. Dans la violence. Accusé du meurtre prémédité du jeune Éric

Fourmier, poignardé en juillet 1986 à l'âge de 15 ans, Réal Marceau avait été condamné, en novembre dernier, au terme

d'une longue saga judiciaire, à l'emprisonnement à perpétuité.

par ISABELLE JINCHEREAU
LE SOLEIL

En entendant le verdict, l'homme de 42 ans avait souri au jury. Il devait pourtant passer 25 ans à l'ombre. Sa cause fut retentissante. Son geste l'était tout autant. Des témoignages, il ressort qu'après avoir tué l'adolescent d'une quinzaine de coups de couteau, dans son logement de la 4e Avenue à Québec, Marceau était allé prendre l'air à l'île d'Orléans. Il était ensuite revenu à son logis pour couper le pénis de sa victime et le manger. Puis, il avait tenté de se suicider d'une balle dans la tête.

L'enquête avait démontré qu'il était pédophile et qu'il avait agi par vengeance. En effet, Marceau affirmait qu'il se faisait voler et

exploiter par la famille de l'adolescent. À son dernier procès, l'avocat de la Couronne avait expliqué que le modus vivendi de Marceau consistait à avoir des relations sexuelles avec les enfants des familles où il fut hébergé tout au long de son existence.

« Toute l'histoire de sa vie montre que cet individu là n'a connu que de la misère sur le plan psychologique, affectif, monétaire. Il a passé une bonne partie de sa vie en prison et dans des foyers d'accueil », a expliqué hier son avocat, Me Réjean Lavoie.

Me Lavoie, qui avait plaidé l'aliénation mentale pour son client, estime même que Marceau n'avait plus aucun espoir de vivre une vie lui permettant de retrouver la paix intérieure. Dans un premier

procès subi au printemps 1987, Réal Marceau avait décrit son enfance, « sa maudite chienne de vie » comme une succession de privations et de souffrances physiques. Il a vécu dans des orphelinats, des centres d'accueil, des foyers nourriciers.

« À chaque fois, je pensais que ma vie changerait, que mes nouveaux parents m'aimeraient enfin. Plus je pardonnais, plus on profitait de moi. À force d'endurer, on a raison de devenir agressif », avouait-il à l'époque aux 12 jurés. Travail d'esclave jusqu'à minuit, dodo dans la cave, sur un matelas plein de pisse, sévices, malnutrition. « J'étais devenu si endurci que les balais me cassaient dans le dos », déclarait-il. Au fil des ans, pour survivre, Marceau s'était mis à voler.

DÈS VENDREDI 18 H 30

EXPO HABITAT

LE GRAND SALON DE L'HABITATION

DU 15 AU 24 FÉVRIER
PARC DE L'EXPOSITION



LE CARREFOUR DE LA CONSTRUCTION
Venez obtenir tous les détails concernant le nouveau programme d'aide à l'achat d'une maison neuve du gouvernement du Québec. Vous y rencontrerez également des constructeurs de la région; des spécialistes vous renseigneront sur tout ce qu'il faut savoir avant d'acheter une maison neuve, services financiers, notariat, assurances, etc.

Un programme informatique sur ordinateur vous permettra également d'obtenir des informations qui vous guideront dans l'achat de votre maison neuve.

De plus, en allant visiter les maisons modèles qui font partie de la promotion, vous courez la chance de gagner 2 billets d'avion pour la Floride, une collaboration de

CLUB VOYAGES ALFA
Renseignements sur place.

EXPO HABITAT: UN SALON SPECTACULAIRE
Venez voir tout ce qui est nouveau dans le domaine de l'habitation: matériaux, salles de bains, armoires de cuisine, portes et fenêtres, systèmes de chauffage et de rangement, tous les produits de décoration et de rénovation.

EXPO HABITAT: UNE MINE DE RENSEIGNEMENTS
Indispensable pour tous. Présenté par l'Association Provinciale des Constructeurs d'habitation du Québec, région de Québec.

Venez profiter de l'expérience des centaines de spécialistes sur place; ils vous feront découvrir les meilleures aubaines et vous offriront un service personnalisé.

LA MAISON EXPO HABITAT À VENDRE AU PLUS OFFRANT

Allez visiter cette superbe résidence entre le 15 et le 24 février pendant les heures d'ouverture du Salon; elle est située au 1222, rue Jacques, dans le quartier Jouvence à Val-Bélair. Évaluation de construction: 150 000 \$ - Mise à prix: 80 000 \$.

Venez faire votre offre au stand aménagé à cette fin à l'entrée du Salon. Renseignements supplémentaires: 524-0847.

Profitez de ces avantages financiers uniques:

— Rabais d'intérêt de 5 000 \$ réparti sur deux ans offert par la Fiducie Desjardins.

— Le programme de subvention à la construction offert par la Ville de Val-Bélair pouvant atteindre 7 000 \$ sur 3 ans.

La Maison Expo Habitat, une aubaine unique pour la personne qui fera la meilleure offre.



Maitre d'oeuvre

Batica inc.

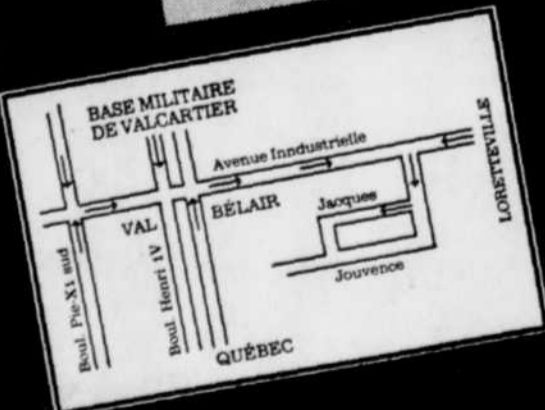
ENTREPRENEUR GÉNÉRAL

Conception

ARTECHNICA inc.

L'ART et la TECHNIQUE au service de la conception de plans

VILLE DE VAL-BÉLAIR



Amenagement

Fiducie Desjardins

HEURES D'OUVERTURE DU SALON ET DE LA MAISON

Vendredi le 15: 18 h 30 à 22 h
Les samedis: de 11 h à 22 h
Les dimanches: de 11 h à 18 h 30
Sur semaine: de 14 h à 22 h

Entree: 6,00 \$
5,50 \$ âge d'or et étudiants
Gratuite: enfants de moins de 12 ans accompagnés d'un adulte.

DU 15 AU 24 FÉVRIER AU

PARC DE L'EXPOSITION, LES PAVILLONS DE L'AGRICULTURE DE LA JEUNESSE ET QUÉBEC



LE SOLEIL
IL BRILLE POUR TOUT LE MONDE!

TELE 4

Société Générale d'Exposition

Second bain de sang au «pen»

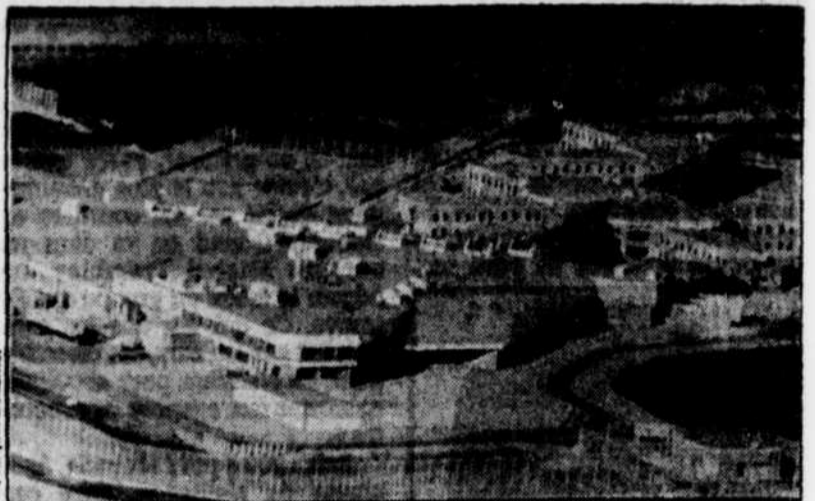
La prise d'otages tragique au pénitencier de Port-Cartier, en fin de semaine, est la seconde reliée à cet établissement qui se termine par une effusion de sang.

par MARC SAINT-PIERRE
LE SOLEIL

Cette fois-ci, le drame qui s'est déroulé entre les murs de l'établissement durant 38 heures, aura été le plus long de l'histoire de ce jeune pénitencier à sécurité maximum. La première prise d'otage qui a tourné à la tragédie a été le fait d'un détenu de Port-Cartier amené à l'hôpital des Sept-îles pour y recevoir des soins.

Le 21 mars 1990, le détenu Alain Michaud avait effectivement désarmé un gardien, puis tiré sa révérence, pour ensuite prendre en otage le septilien Paul Skelling au moment où il passait en voiture devant l'hôpital.

M. Skelling est sorti indemne de ce kidnapping qui devait se terminer au Havre-Saint-Pierre, à l'est de Sept-îles, à l'issue d'une course folle de 250 kilomètres. Là, Michaud, qui portait l'arme enlevée à son gardien, avait été abattu



Vue aérienne du pénitencier de Port-Cartier

par des agents de la Sûreté du Québec.

Le détenu serait toujours branché sur des appareils de survie dans un hôpital quelque part dans une région urbaine du Québec.

L'établissement fédéral nord-côtier, où sont pour l'heure incarcérés quelque 200 détenus, a reçu ses premiers pensionnaires à l'automne 1988. De source officielle, il a été depuis ce temps le théâtre de sept prises d'otage, pour la plupart sans grande conséquence.

De l'avis de Jean-Claude Bern-

heim, porte-parole de l'Office des droits des détenus (ODD), « il semblerait que c'est au pénitencier de Port-Cartier qu'auraient eu lieu le plus grand nombre de prises d'otages au cours des deux dernières années, soit plus de 50 % du total des prises d'otage ».

M. Bernheim situe le nombre des prises d'otage à Port-Cartier entre sept et onze.

Pour lui, il est clair que quelque chose ne tourne pas rond à Port-Cartier et qu'il faut « une enquête publique indépendante ».

LE SEUL REER QUI VOUS PERMET D'ÉCONOMISER 2 FOIS PLUS D'IMPÔT.



DONNEZ UN COUP DE TÉLÉPHONE.

Seul le REER du Fonds offre à tous les Québécois et Québécoises la possibilité d'économiser 2 fois plus d'impôt qu'avec les REER ordinaires. Par exemple, investissez 1 000 \$ et obtenez une déduction globale d'environ 800 \$* grâce à notre crédit d'impôt exclusif. C'est 2 fois plus d'impôt économisé que les 400 \$ que vous pourriez obtenir d'un autre REER.

Profitez-en vous aussi, donnez un coup de téléphone dès aujourd'hui pour obtenir tous les détails.

1800 567-FONDS

Québec : (418) 622-3258

25 bureaux à travers le Québec, dont : Québec, Sainte-Foy, Lauzon.

LE FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (FTQ)

PROFITE À TOUT LE MONDE!

* Selon votre taux d'imposition. Cette annonce ne constitue pas une offre publique de valeurs. Vous obtiendrez tous les renseignements requis dans le prospectus simplifié.

Béland invite les Québécois à se remettre aux corvées

SAINTE-MARIE — Le président du Mouvement Desjardins, M. Claude Béland, trouve qu'il est temps pour les Québécois de retrouver le sens de la solidarité. Devant l'ampleur de la conjoncture qui fait multiplier les faillites et accroître le chômage, le temps des corvées est arrivé, à son avis.



Claude Béland : il nous faut de toute urgence faire fleurir pleinement notre capacité économique.

par GILLES PÉPIN
LE SOLEIL

C'est en Beauce, hier soir, devant la chambre de commerce de Sainte-Marie, qu'il a lancé cet appel à la concertation pour que la vie humaine revienne au centre des préoccupations des dirigeants à tous les niveaux.

La crise constitutionnelle et la crise économique majeure que vivent actuellement le Québec et l'ensemble du Canada, a signalé M. Béland, sont deux facettes d'un problème beaucoup plus fondamental : celui d'une société qui a perdu de vue la diversité de ses dimensions et, ce faisant, la justification première de son existence, soit celle d'assurer les conditions nécessaires à la dignité et à l'épanouissement de tous les êtres humains qui la composent.

« Aussi ce problème appelle-t-il plus qu'un programme économique et un cadre politique nouveau, mais une refonte structurelle majeure, une révision en profondeur de nos modes de vie et de pensée qui ne se réalisera que si chacun de nous y croit vraiment et décide qu'il en sera ainsi dans chacun de nos milieux ».

Le président de Desjardins a déploré la dissociation qui est souvent observée entre les éléments à caractère économique, politique et social. « À force de concevoir le monde en fonction du taux de croissance et du produit national brut, nous nous coupons de la réalité et souvent de la misère humaine qui sous-tend les données relatives à l'économie et à la production ».

« Au-delà de tout parti pris constitutionnel, et quoiqu'il advienne politiquement pour le Québec, il nous faut de toute urgence faire fleurir pleinement notre capacité économique, nous donner une société où chacun y trouve sa place et contribue à son

développement. Le temps est venu de nous remettre aux corvées généreuses, cette tradition de solidarité et d'initiative que vous, Beaucerons, avez imaginée du temps de votre isolement pour vous tirer ensemble des situations difficiles », a déclaré M. Claude Béland.

Hommages

M. Béland a été beaucoup ap-

plaudi par les quelque 200 convives qui ont pris part à un banquet ayant aussi pour but de rendre hommage aux fondateurs de la chambre de commerce de même qu'aux dirigeants qui leur ont succédé.

M. Pierre Beaudoin, président actuel de la chambre, a signalé que la municipalité comptait, en

1930, 294 habitants; elle en a maintenant un peu plus de 10 000 et de nombreuses entreprises de toutes sortes. Lors de la fondation, il y avait notamment, aux côtés du président Wilfrid Nadeau, un M. Sauveur Vachon, frère d'Arcade qui avait fondé, sept ans plus tôt, sa boulangerie-pâtisserie dont la renommée était déjà assurée jusqu'à Québec.

Fidéen accusé de vol qualifié et de possession d'arme

Un Fidéen de 33 ans, Denis Otis, a été accusé hier de vol qualifié et de possession d'arme, à la suite d'un vol avec violence commis dimanche soir aux Galeries Duplessis, aux dépens d'une automobiliste.

par ISABELLE JINCHEREAU
LE SOLEIL

La victime s'appretait à monter

dans sa voiture lorsqu'elle a été agrippée par le suspect, armé. Celle-ci l'a obligée à sortir de son véhicule et l'a violentée jusqu'à ce qu'elle lui donne ses clés. Puis, il s'est enfui avec l'auto.

Un peu plus loin, le véhicule suspect a doublé le véhicule banalisé d'un officier de police posté sur le chemin Sainte-Foy. Une poursuite s'est engagée dans la rue Rigaud, puis sur Quatre-Bourgeois. En arrivant à l'entrée du

pont Pierre-Laporte, la voiture conduite par Otis a heurté l'arrière d'un autobus d'écoliers rempli de jeunes, puis capoté. Aucun des occupants n'a été blessé.

Le suspect est soigné à l'hôpital pour des blessures légères. Otis restera détenu jusqu'à la fin de l'examen psychiatrique demandé par la Couronne.

Fox va quitter la présidence libérale en mai

OTTAWA — Même s'il ne l'a pas encore annoncé publiquement, Francis Fox quittera en mai la présidence de l'aile québécoise du Parti libéral du Canada (PLC). Pour mieux se consacrer à sa carrière professionnelle selon les uns. Un autre cas d'incompatibilité avec Jean Chrétien soulignent cependant avec insistance d'autres.

par PIERRE-PAUL NOREAU
LE SOLEIL

La dizaine de libéraux fédéraux connus contactés par LE SOLEIL hier ont été unanimes à dire que le départ de l'ex-ministre, un partisan de Paul Martin, ne serait pas une surprise. Personne ne l'a cependant entendu dire de la bouche même du principal intéressé.

M. Fox n'a pas retourné l'appel logé par LE SOLEIL hier, mais un informateur fiable assure que sa décision de partir est sans appel.

Membre du bureau de direction, Paul Vézina de Charlesbourg reconnaît que la rumeur est là. En fait, précise Me Vézina, « M. Fox s'en tiendrait tout simplement à la tradition. Ce qui me paraissait la norme en effet, c'est que l'on quitte cette fonction exigeante après un terme de deux ans. »

À ceux qui soutiennent sous le

seau de l'anonymat que ce départ cache un désappointement profond de la part du président Fox à l'endroit de la direction de Jean Chrétien, l'ex-bâtonnier réplique tout de go : « Ce serait un problème d'idéologie s'il quittait avant la fin de son mandat, soit avant le congrès du PLC-Q à la fin mai à Québec, or ça ne semble pas du tout être le cas. »

Un Montréalais bien au fait des jeux de coulisse du Parti libéral fédéral au Québec assure quant à lui que c'est strictement « par élégance que Francis Fox est toujours là. Mais il est évident pour lui, comme pour beaucoup d'autres d'ailleurs, que le parti ne s'en va nulle part au Québec. Et de toute façon, on ne lui demande pas de rester là. »

Même son de cloche chez un autre organisateur déçu, celui-là de la grande région de Québec,

pour qui la désaffection libérale crève les yeux. « Que voulez-vous, la question de l'heure au Québec, c'est la Constitution. Or le dossier où Jean Chrétien n'a justement aucune crédibilité ici, c'est celui-là. Ne vous étonnez donc pas de voir des partisans engagés du Parti libéral du Canada choisir de rester totalement à l'écart de Jean Chrétien, de son équipe et de son parti. »

Paul Vézina reconnaît que le PLC connaît un purgatoire au Québec. La course à la direction du parti a aussi laissé des séquelles. Elles s'estompent selon lui. « Ça monte tranquillement, et ça s'en va vers le paradis », blague-t-il. Mais l'opération recrutement de membres n'est pas encore en cours.

Pour ce qui est de la succession de Francis Fox, deux noms reviennent systématiquement, ceux de Serge Joyal et de Céline Hervieux-Payette, deux collègues de Jean Chrétien lors des années Trudeau.

Un appel auprès de M. Joyal

est demeuré sans réponse. Mme Hervieux-Payette, elle, reconnaît avoir entendu la rumeur. « Je ne serais certainement pas surprise qu'il fasse plus de droit et moins de politique, sachant jusqu'à quel point cette fonction est exigeante. Quant à moi, je ne me présenterais certainement pas contre mon ami Francis. »

Mme Hervieux-Payette qui se dit très active politiquement au sein du PLC précise être très à l'aise avec M. Chrétien comme chef, l'ayant appuyé dès le début de sa deuxième tentative. Elle est d'ailleurs la seule à se dire en grosse période de renouvellement des cartes de membres, et ce, dans le comté de Laval. Elle avoue toutefois ne pas avoir vraiment de contacts avec les gens des autres comtés.

Un autre nom enfin, celui de Linda Julien, candidate dans Beauharnois-Salaberry en 1988, a aussi été cité parmi d'éventuels successeurs de M. Fox, mais elle-même aurait admis ne pas être intéressée.

VERRES DE CONTACT
CLINIQUE D'OPHTALMOLOGIE RICHARD
Gérald Richard, md
FRCS(C)
1045, chemin Ste-Foy
QUÉBEC
Face Hôpital St-Sacrement
683-4450

RÉSULTATS
Loto-Québec
Tirage du 91/02/11
Vous pouvez miser jusqu'à 21 h les soirs de tirages
Prochain tirage: 91/02/13

1	3	4	6	8
12	14	16	27	29
37	39	44	46	49
50	51	54	61	64

TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

LES ANNONCES CLASSÉES
LE SOLEIL
647-3311
ça sonne!

MONTREAL

OCCUPATION SIMPLE OU DOUBLE
60\$ PAR NUIT

Cette offre est valable jusqu'au 31 mars 1991

HÔTEL ARCADE
Le Centre Ville Compris

Réservation: (514) 874-0906 ou 1-800-363-6535
50, boul. René-Lévesque ouest, Montréal H2Z 1A2
Fax: (514) 874-0907 Téléc: 055-60777

LE RANCH DU CUIR
PRODUIT DE QUALITÉ SUPÉRIEURE

Pour la St-Valentin, que la douceur et la durabilité des cuirs se marient à l'amour!

Achetez un vêtement de cuir à prix régulier. Vous obtenez 50% de rabais sur le second morceau au prix régulier ou inférieure.

!!! NOS PRIX SONT IMBATTABLES!!!
N'HÉSITEZ PAS, CHEZ NOUS, VOUS SEREZ SATISFAIT!

GALERIES DE LA CAPITALE (rez-de-chaussée) **622-5744**
PLACE LAURIER (2e étage, entre la Baie et Blanes) **656-6196**
PLACE DU ROYAUME CHICOUTIMI **690-0052**

Pan mée de côté

CALENDRIER 1991
PURINA ET FONDS MONDIAL POUR LA NATURE

CALENDRIER 1991

CROC PLUS

5381, boul. de la Rive-Sud
Lévis-Lauzon, QC
G6V 4Z3
837-5228

CALENDRIER 1991
GRATUIT
à l'achat d'un des 3 produits suivants:

Purina Dog Chow
Purina Cat Chow
Purina Puppy Chow

Nutrition Animale

710, Boulevard local 115
Québec, QC G2J 1C2
623-9013

259, boul. du Pont St-Nicolas, QC
G0S 3L0
831-1328

5237, boul. Hamel local 115
Québec, QC G2E 2H2
877-2601

Le maire unilingue anglophone de Timmins défend les Franco-Ontariens

TIMMINS — Aux audiences du Comité spécial sur le rôle de l'Ontario au sein de la Confédération, le maire de Timmins, M. Denis Welin, un anglophone unilingue, a lancé hier un appel au respect des droits des francophones.

par HUGUETTE YOUNG
de la Presse canadienne

La commission qui a entrepris la semaine dernière une tournée des régions francophones de l'Ontario a poursuivi ses travaux dans cette ville du nord de l'Ontario. Elle a entendu plusieurs témoignages qui faisaient contrepoids aux déclarations récentes du maire de Sault Ste. Marie qui a pour sa part réitéré son opposition au

bilinguisme.

Le maire Welin a rappelé aux 12 commissaires que la position du maire Joe Fratesi de Sault Ste. Marie ne reflétait pas le climat de bonne entente qui règne généralement entre francophones et anglophones du nord de l'Ontario.

Faisant la part des choses, M. Welin a précisé qu'il croyait en un Canada bilingue et qu'il ne souhaitait pas devenir un citoyen des États-Unis, le grand idole du maire Fratesi, a-t-il laissé enten-

dre ironiquement. Rappelons que le conseil municipal de Sault Ste. Marie a adopté l'an dernier une résolution faisant de l'anglais la langue officielle de la ville.

Au sujet des relations entre le Québec et le Canada anglais, il faut, toujours selon M. Welin, trouver un terrain d'entente pour cimenter ce mariage en crise.

Se prononçant pour le bilinguisme officiel en Ontario, il a indiqué que cette province importante ne devait surtout pas abandonner ses quelque 500 000 Franco-Ontariens à cette croisée des chemins difficile. Selon lui, les Franco-Ontariens ne devraient pas être ainsi punis si le Québec

décidait qu'il ne voulait plus faire partie de la famille canadienne.

« Si le mariage devait échouer, il faut s'assurer que l'Ontario continue de protéger les droits de sa minorité francophone », a-t-il précisé.

Faisant écho aux déclarations de M. Welin, plusieurs francophones du nord de l'Ontario ont en effet exprimé des craintes de perdre les droits qu'ils ont si durement acquis au fil des ans avec le départ de plus de 6 millions de Québécois.

Pour éviter ce scénario qui constituerait un véritable recul pour les Franco-Ontariens, on mise sur le rôle important que devra jouer l'Ontario dans le débat constitutionnel.

Louangeant les efforts de l'ancien premier ministre libéral David Peterson qui s'était lancé dans une véritable opération de sauvetage de l'accord du lac Meech, un professeur d'histoire à l'école secondaire Thériault de Timmins, Pierre Bélanger, a sommé le premier ministre actuel Bob Rae de jeter des ponts entre le Québec et les provinces anglophones de l'Ouest.

Selon M. Bélanger, il est possible de reconnaître la société distincte du Québec et de lui accorder des pouvoirs élargis « sans trahir le fédéralisme ».

Dans cette même veine, le maire de la petite municipalité de Hearst, M. Gilles Gagnon, a avancé que la province de l'Ontario devrait jouer un rôle prépondérant pour désamorcer la crise actuelle. « Pour montrer sa bonne volonté, l'Ontario devrait proclamer la province bilingue à l'instar du Nouveau-Brunswick, accorder le statut d'égalité juridique aux communautés autochtone, francophone et anglophone et accorder la pleine gestion de leurs écoles aux francophones », a-t-il déclaré.

Chrétien d'accord avec l'alliance atlantique

MEMRAMCOOK, N.-B. (PC) — Le leader libéral Jean Chrétien a trouvé « plein de bon sens », hier, l'idée d'une nouvelle alliance entre les provinces de l'Atlantique.

Ces nouvelles relations, a-t-il déclaré, se feront dans le cadre d'une réforme, jugée inévitable, de la fédération canadienne.

Rencontrant les députés libéraux de la région, dans sa circonscription de Beauséjour, M. Chrétien leur a demandé de toujours se souvenir, cependant, que le Canada devait avoir un gouvernement central fort.

« Je crois, a-t-il dit, que les

gens doivent être prêts à envisager des changements au Canada, mais il faut savoir que le pays ne fonctionnera pas, si nous n'avons pas un gouvernement national fort, qui fait fonctionner le pays d'un océan à l'autre. Le Canada n'est pas négociable. »

Un projet d'union économique, favorisé par le premier ministre Frank McKenna (Nouveau-Brunswick), est déjà à l'étude dans la région atlantique. Mais il n'est pas encore question d'union politique.

Les audiences sur la pauvreté attirent peu de députés à Ottawa

OTTAWA (PC) — C'est bien souvent devant des sièges vides que se déroulent les audiences sur le problème de la pauvreté, sur la colline parlementaire à Ottawa.

seul, mais c'en est un.»

À peine une dizaine de députés se sont manifestés aux deux comités - le premier, un sous-comité multipartite des Communes, le second, un groupe de députés libéraux - qui ont tenu des audiences sur la pauvreté, ce mois-ci. Et pour la plupart, il s'est agi de fort brèves apparitions.

« Cela en devient un peu décourageant », commentait Mme Mary Pat MacKinnon, consultante en politiques sociales pour le gouvernement régional d'Ottawa-Carleton, qui a rencontré le comité libéral hier. « Si vous prenez le processus au sérieux, qu'on aime cela ou pas, la participation est un indice du degré d'intérêt. Pas le

Mme MacKinnon et son collègue Michael McCulloch ont entrepris leur présentation devant à peine trois députés libéraux. Ils avaient eu un auditoire de trois personnes également l'an dernier, devant le sous-comité parlementaire étudiant la pauvreté infantine.

Le député Mac Harb a justifié la faible participation au comité libéral en disant que comme les Communes ne siégeaient pas, la plupart des députés se trouvaient à l'extérieur d'Ottawa, et qu'il ne fallait pas y voir un manque d'intérêt.

La semaine passée, le sous-

comité parlementaire sur la pauvreté infantine a tenu deux jours d'audiences et seulement deux députés y ont assisté les deux jours.

Un groupe de mères chefs de familles monoparentales de Colombie-Britannique, qui a témoigné devant le sous-comité parlementaire, a exprimé son indignation d'apprendre que le premier ministre Brian Mulroney s'était récemment engagé à trouver tout l'argent nécessaire pour mener la guerre dans le golfe Persique, sans se préoccuper de remédier à la pauvreté au Canada.

Au mois de novembre 1989, la Chambre des communes s'est engagée, par un vote unanime, à travailler à l'élimination de la pauvreté des enfants d'ici la fin du siècle. On estime qu'un enfant sur six au Canada vit dans la pauvreté, soit entre 875 000 et 1 million d'enfants.

Un Mohawk croit au retour de la violence à Akwesasne

CORNWALL (PC) — Un adversaire notoire des casinos s'attend à une reprise prochaine de la violence à la réserve indienne d'Akwesasne, à cheval sur la frontière canado-américaine.

Pour M. Doug George, qui dirige le journal local *Akwesasne Notes*, la fusillade survenue la semaine dernière sur la réserve laisse présager une nouvelle éruption de violence opposant partisans et adversaires des maisons de jeux. D'autres représentants de la réserve, dont certains Warriors, favorables aux maisons de jeu, ne sont pas d'accord avec cette opinion et assurent qu'il n'y aura pas d'incidents.

La question des jeux de hasard divise la population d'Akwesasne, qui a été la scène, l'été dernier, d'affrontements à coups de fusil entre partisans et adversaires des maisons de jeux implantées du côté américain de la réserve.

Deux Mohawks ont été tués pendant ces événements, qui se sont terminés par l'entrée en force de plus de 500 policiers canadiens et américains sur la réserve.

La police continuait, depuis, à patrouiller la région où régnait une paix précaire.

Mais la semaine dernière, une fusillade a éclaté à St-Régis, du côté canadien de la réserve. Des témoins ont dit avoir entendu une trentaine de coups de feu, mais personne n'a été blessé et la police ignore ce qui a provoqué l'incident.

Les casinos américains sont fermés, mais les autorités de l'État de New York sont à réviser leurs permis et les casinos pourraient ouvrir cet été.

P r ê t s h y p o t h é c a i r e s

Mon taux

8 1/2 %

pour 3 ans

Mon toit



Le programme d'aide à la construction *Mon taux, mon toit* offre:

- un taux d'intérêt hypothécaire de 8 1/2 % pour une durée de trois ans à l'acheteur d'une habitation neuve, construite entre le 1er janvier et le 31 décembre 1991, mais dont les fondations seront installées entre le 1er janvier et le 30 septembre 1991;
- ou une subvention en capital égale à 4 1/2 % du coût d'acquisition jusqu'à concurrence d'un montant maximum de 5 000 \$.

Ce programme, administré par la Société d'habitation du Québec, est financé par le gouvernement du Québec et les institutions financières participantes.

Renseignez-vous dès maintenant auprès des institutions financières participantes, auprès de **Communication-Québec** ou en communiquant avec la **Société d'habitation du Québec**

à Québec:

(418) 643-7676

ailleurs au Québec (sans frais):

1 800 463-4315

Québec

Société d'habitation du Québec

Le jury délibère au procès pour meurtre de Roger Aubin

Le jury au procès du Longueuillois Roger Aubin, âgé de 25 ans, a entrepris ses délibérations hier en milieu d'après-midi. Elles ont été ajournées vers 19 h 30 et doivent reprendre ce matin.

par RICHARD HÉNAULT
LE SOLEIL

Un peu plus d'une heure après le début, les six femmes et six hommes ont fait une première demande au juge Gaston Desjardins. Ils désiraient entendre de nouveau les témoignages de quatre personnes qui auraient vu Aubin dans la soirée du meurtre de Stéphane Morin, en juillet dernier, à Québec.

Au cours de la matinée d'hier, le juge Desjardins a donné ses directives aux jurés. Deux verdicts s'offrent à eux : coupable de meurtre non prémédité ou non coupable.

Longuement, le juge a expliqué aux 12 citoyens les implications d'une preuve uniquement circonstancielle telle qu'elle apparaît dans la présente cause. Personne, en effet, n'a vu qui a tiré en direction de la victime et l'accusé n'a fait aucun aveu. Il n'existe pas non plus de preuve selon laquelle Aubin aurait eu un mobile pour abattre le jeune Morin. Mais, a fait observer le juge Desjardins, la poursuite n'avait pas à prouver l'existence d'un mobile.

Les jurés ont aussi été instamment invités à examiner le comportement de l'accusé avant et après le meurtre de façon à déceler une éventuelle « conscience coupable ». Pour ce faire, le juge a passé en revue la preuve entendue au procès ainsi que les plaidoiries du procureur de la Couronne, Me Sabin Ouellet, et de Me Jean-Pierre Sharpe, l'avocat d'Aubin.

« Il faut décider, a dit le juge Desjardins, s'il y a des éléments révélant une conscience coupable mais il faut aussi que la relation entre ce comportement et le crime soit satisfaisante. En outre, on doit aussi considérer d'autres excuses pour ce comportement. »

Les jurés se sont par ailleurs fait enjoindre de ne faire aucune inférence à propos des 3000 \$ saisis sur Aubin lors de son arrestation même si plusieurs billets étaient neufs et comportaient des numéros de série consécutifs. Pas d'incidence non plus à établir à partir du refus de l'accusé de faire une déclaration aux policiers.

Par contre, Aubin avait l'obligation de décliner son identité lors de son arrestation à Thetford Mines. Or, celui-ci a plutôt exhibé un jeu complet de pièces d'identité au nom de Laurier Rhéault.

■ Coups de feu

RIMOUSKI — Dans le plus pur style western, deux familles de la Rédemption, une petite localité des environs de Rimouski, ont tenté de s'impressionner à coups de feu, en plein milieu de la nuit de dimanche à hier. Personne n'a été blessé dans cet échange qui a réveillé le village, mais la sûreté détient deux des individus qui doivent comparaître aujourd'hui en cour pour avoir tenté de régler un vieille chicane de familles.

C'est du vrai vol!



SONATA 1991

Une Sonata 1991
à partir de
11 995 \$
seulement!

- Pneus radiaux Michelin quatre saisons ceinturés d'acier • Direction à crémaillère • Télécommandes d'ouverture du coffre et du volet de réservoir • Deux rétroviseurs extérieurs télécommandés • Système de son à quatre haut-parleurs avec radio AM/FM à syntonisation électronique • Console centrale pleine grandeur • Point d'attache pour siège d'enfant et verrouillage de sécurité des portes arrière • Compartiment à bagages éclairé et moqueté • Colonne de direction inclinable • Compte-tours • Montre numérique à quartz • Plafonnier à délai de fermeture • Essuie-glace à vitesse variable et balayage intermittent ... et j'en passe!

- Dégivrateurs de glaces latérales • Sièges baquets inclinables avec appuis-tête réglables • Freins servo-assistés • Essuie-glace à vitesse variable et balayage intermittent • Boîte à gants verrouillable • Système de chauffage quatre vitesses • Console de luxe avec coffret à cassettes • Point d'attache pour siège d'enfant • Verrouillage de sécurité des portes arrière • Éclairage et garniture de protection dans le compartiment à bagages • Dégivreur électrique de lunette arrière avec minuterie • Pneus radiaux Michelin quatre saisons ceinturés d'acier ... et j'en passe!

Une Excel 1991
à partir de
6 995 \$
seulement!



EXCEL 1991



SCOUPE 1991

Une Scoupe 1991
à partir de
9 895 \$
seulement!

- Banquette arrière à dossier rabattable 60/40 • Système de son à quatre haut-parleurs avec radio AM/FM à syntonisation électronique • Pneus radiaux Michelin quatre saisons ceinturés d'acier • Glaces teintées avec bande ombrée à l'avant • Télécommandes d'ouverture du coffre et du volet de réservoir • Siège baquets avant inclinables • Deux rétroviseurs extérieurs télécommandés • Moquette dans le compartiment à bagages • Freins à disques ventilés et servo-assistés • Transmission manuelle cinq vitesses • Direction à crémaillère • Suspension indépendante aux quatre roues • Essuie-glace à vitesse variable et balayage intermittent ... et j'en passe!

NOUVEAU ET AMÉLIORÉ!

L'ÉVÉNEMENT «AU VOLEUR»!

LA QUALITÉ ENGENDRE LA CONFIANCE
Garantie* globale limitée : 3 ans / 60 000 km
Garantie du groupe motopropulseur : 5 ans / 100 000 km
*Renseignements complets chez le concessionnaire

HYUNDAI
Un achat intelligent!



*P.D.S.P. pour : Sonata GL 1991 - 12 995 \$ moins remboursement de 1 000 \$ remis au concessionnaire; Excel L 1991 - 7 995 \$ moins remboursement de 600 \$ remis au concessionnaire; Scoupe de base 1991. T.V.P., T.P.S., transport, immatriculation et préparation en sus. Renseignements sur les frais de transport et de préparation auprès des concessionnaires participants.

Ste-Foy Hyundai
2650, Dalton
Ste-Foy 654-9292

Automobiles Lévi Ltee
144, rte. Kennedy
Lévis 833-7140

M. Lessard Ltee
659, boul. St-Joseph
Québec 623-5471

Luxoto Inc.
484, Côte Joyeuse
St-Raymond
1-800-463-3818

Hyundai Laurier Station
164, boul. Laurier
Laurier Station
728-4044

Hyundai St-Georges
105 55, 1ere Avenue
St-Georges Est
Comté de Beauce 228-8814

Cité Hyundai
150, boul. Taché ouest
Montmagny 248-7877

Rivière-du-Loup Hyundai
289, Temiscouata
Rivière-du-Loup
862-8144

Rimouski Hyundai
375, boul. Ste-Anne
Pointe-au-Père
724-2231

Garage C. L. Auto Inc.
163, boul. LaSalle
Baie Comeau
296-8824

Porlier Automobiles Inc.
100, Napoleon
Sept-Îles 962-1828

Gaspésie Auto Inc.
Route 132
Bonaventure ouest
Bonaventure 534-2191

Îles de la Madeleine
Chemin des Caps
Fatima, Île de la Madeleine
986-5566

Garage Jean-Roch Thibeault
909 MGR de Laval
Baie St-Paul
435-2379

Hyundai s'implante chez nous pour mieux nous servir

Soirée Carnavalesque au Village des sports

le jeudi 14 février 1991 / 17 h à 22 h

Entrée: 2\$ avec le port de l'effigie 1991

Sur présentation de ce et du port de l'effigie **COUPON**
ENTRÉE GRATUITE POUR (1) PERSONNE
à la SOIRÉE CARNAVALESQUE au
VILLAGE DES SPORTS

Valide uniquement pour le 14 février 1991, de 17 h à 22 h

Une commande:



Collaboration:

LE SOLEIL

IL BRILLE POUR TOUT LE MONDE!

Village des Sports



ÉDITORIAL

LE SOLEIL

Président du conseil d'administration:
PIERRE DES MARAIS IIÉditeur adjoint et rédacteur en chef
et directeur de l'édition:
J.-JACQUES SAMSONVice-président exécutif:
DENIS CLICHEPrésident et Éditeur:
ROBERT NORMANDDirecteur de l'information:
DENIS ANGERS

Un succès de foule pour le rapport Allaire

La bombe politique qu'est le rapport Allaire sur l'avenir constitutionnel du Québec a atteint son objectif premier : malgré l'avalanche de critiques tant au Québec que dans le reste du Canada, l'ultimatum du Parti libéral à l'endroit des fédéralistes a relancé le débat, haut et fort. Au Québec comme au Canada. Un four auprès de la critique, mais un véritable succès de foule, pourrait-on dire sans risque d'erreur.

Certains aimeraient voir en Robert Bourassa un souverainiste. Non. Mais son fédéralisme a ses limites, et ces limites s'appellent élections générales. La longue liste de réclamations a fait sursauter les mous ou les néo-souverainistes sentimentaux ou superficiels.

D'autres, à l'orthodoxie canadienne impeccable comme le ministre Claude Ryan, ont choisi de se battre contre cette dérive nationaliste. Les libéraux de sa circonscription tenteront d'étirer au maximum la liste des pouvoirs partagés, et de réduire d'autant les champs de compétence exclusive du Québec tels que réclamés par le rapport Allaire.

Les délégués d'Argenteuil demanderont également d'ouvrir la négociation au reste du Canada. Ont-ils oublié qu'après l'échec de l'entente du lac Meech, M. Bourassa a lui-même fermé la porte à une reprise de la comédie constitutionnelle à 11, aux applaudissements de toute la galerie ?

Ils s'attaquent à du gros gibier. Le premier ministre lui-même a manifesté son appui à l'essentiel des recommandations du groupe de travail. D'où une singulière réduction de l'espace politique des contestataires.

Les dirigeants de l'aile nationaliste du PLQ on frappé fort uniquement pour être entendus. Il s'agit plus que d'une alerte passagère. L'état du débat constitutionnel au Québec a plutôt obligé les fédéralistes à sonner l'alarme générale. Ils se sont engagés à combattre l'incendie pendant encore 18 mois, puis ils décrocheront si personne ne vient à leur secours.

Le parti décidera dans moins de un mois du sort à réserver au rapport Allaire. Beaucoup d'eau aura coulé sous les ponts en ces quelques semaines, à partir du retour sur scène de Brian Mulroney, aujourd'hui même, à Toronto, et demain à Québec.

Rejeté par l'ensemble de l'opinion anglo-canadienne comme porte-parole non représentatif, le premier ministre du pays n'a pour l'instant rien à offrir. Le Canada anglais émet toujours des signaux confus.

Le nouveau délégué de l'Ontario à Québec, M. Steven Bornstein, affirmait au SOLEIL, hier, que le Canada accepterait une association économique avec un Québec souverain. Habitant au Québec depuis dix ans, M. Bornstein a peut-être mal jaugé l'opinion de ceux qu'il doit représenter. Autre hypothèse de travail, dont se réjouiraient les souverainistes : par manque de flair politique, il aurait tout simplement vendu la mèche.

Son chef, le premier ministre Bob Rae, juge pourtant le Canada non négociable. Un groupe de travail parlementaire sillonne présentement l'Ontario à la recherche d'idées nouvelles, certes, mais cherche surtout à attirer l'attention des électeurs locaux sur le débat national. A voir les maigres foules qui participent aux assemblées, jusqu'à maintenant, le meilleur reste à venir.

Le rapport Allaire a soulevé une tempête. On y fait un bilan extrêmement négatif du fédéralisme sans analyser en profondeur les coûts comme les bénéfices d'une réforme. Tel n'était pas son but.

Mais tel est l'objectif de la Commission Bélanger-Campeau qui doit rendre compte de ses travaux le 28 mars. Le cri du coeur de M. Allaire et de ses amis a effrayé bien des coeurs sensibles. Il a rendu plus nécessaire et important que jamais un rapport qui, lui, devra répondre à toutes les hypothèses, présenter un tableau complet des voies d'avenir pour le Québec.

Si la mise en scène du Parti libéral fait jaser, on peut imaginer de suite l'ampleur de la réaction à la sortie de la vraie proposition constitutionnelle du Québec !

RAYMOND GIROUX



Bombe à retardement qui peut retarder

par

Laurent
LAPLANTE
collaboration
spéciale

Je sais Louis-Guy Lemieux démocrate et bon journaliste. Il me permettra donc de me joindre au débat que sa chronique a entamé au sujet de la « grande place ». Pour ma part, je me tiens prêt, en amorçant cet échange, à modifier mes vues et à m'enrichir des siennes.

Commençons par la toile de fond. La « grande place », on le sait, a rempli un rôle important, déterminant même, dans la dernière campagne électorale. Sans que le grand public sache toujours ce que préconisait l'administration Pelletier ou ce que rejetait le Rassemblement populaire, il a préféré le discours du RP aux maquettes du Progrès civique.

Dès lors, oui, ce dossier constitue une bombe à retardement : si le maire L'Allier ne réalise pas un projet à la hauteur des attentes qu'il a nourries, le dossier qui a fait son succès fera sa perte.

Du décor, passons aux sources de la chronique. L'une est identifiée par M. Lemieux

lui-même : M. François Marchand. Les autres, que M. Lemieux a le droit et peut-être même le devoir de ne pas identifier, « se trouvent, nous dit-il, dans la haute fonction publique municipale ». Que je sache, M. Pierre Mainguy, qui fait partie de l'exécutif de Québec et qui conteste certaines affirmations de M. Lemieux, n'a pas mis en cause ces informateurs. Concentrons-nous donc sur M. Marchand.

Ce M. Marchand est, selon M. Mainguy, « l'ex-conseiller François Marchand » et, selon la réplique de Louis-Guy Lemieux, « un contribuable de Québec, Me François Marchand ».

J'estime, en toute déférence pour mon collègue, que M. Marchand ne saurait être considéré comme un simple contribuable. Il fut et demeure un adversaire compétent et acharné du Rassemblement populaire. Il montrait même tant d'étoffe dans son rôle de conseiller de l'administration Pelletier que j'ai regretté publiquement de ne pas le voir tenter de succéder à l'ancien maire. Je le crois d'ailleurs toujours atteint du virus politique et donc déjà en train de préparer sa prochaine campagne électorale.

Son plaidoyer à propos de la grande place peut être fondé ; il n'est ni celui d'un contribuable ordinaire, ni celui d'un

analyste neutre.

Quant aux propos de M. L'Allier sur l'échéancier qu'il envisage au sujet de la grande place, je pense que tous devront admettre, politiciens compris, qu'une parabole a plus d'une interprétation. Quand on a pressé M. L'Allier de « se brancher » au sujet de la grande place, le maire de Québec a voulu se donner du jeu : « Il est permis de prendre huit ans pour refaire ce qu'on a détruit en 15 ans ». Du coup, M. L'Allier tentait de repousser la reddition de comptes non seulement jusqu'à la prochaine campagne électorale, mais peut-être plus loin encore.

La pirouette était périlleuse. Il est vrai que le RP ne peut réformer en un clin d'oeil ce que le Progrès civique a fait en 25 ans, mais, en dérivant lui-même comme acceptable un horizon de huit ans, M. L'Allier s'exposait à ce qu'on le perçoive comme peu pressé. M. L'Allier ne peut en vouloir aux chroniqueurs s'ils donnent à ses paraboles des interprétations inattendues.

Après le décor, les acteurs et l'échéancier, venons-en au fond du débat : l'entente qui lie Québec à Cadillac-Fairview et la dette qu'assume ou assumerait la capitale à propos de la grande place.

Au stade actuel, mon sentiment est qu'un poker costaud,

mais civilisé est engagé entre Québec et Cadillac-Fairview. Si Québec déchire l'entente signée, fort imprudemment d'ailleurs, par l'administration Pelletier, la capitale doit payer un dédit de l'ordre de 800 000 \$. Perspective peu alléchante. D'où l'idée de proposer à Cadillac-Fairview d'oublier librement la vieille entente et de participer à un projet remanié.

Si cela se réalise, la ville aura un projet inspiré par une autre vision des choses et Cadillac-Fairview aura les bénéfices du nouveau projet plutôt que le dédit. Poker pas insensé du tout.

Quant à la capitalisation des intérêts, elle fut plusieurs fois autorisée dans le passé. Si retard il y a cette fois, le problème technique devrait se régler rondement. On ne saurait pour autant en faire une solution de longue durée : emprunter pour financer l'entente d'un projet ne ressemble guère à une gestion prudente.

À la ville de juger et de juger au plus tôt : ou bien la partie de poker se dénoue et les revenus du projet équilibrent les dépenses, ou bien l'impasse dure et la capitale doit trouver des moyens sains d'empêcher sa dette de croître.

Bombe à retardement ? Oui, mais avec encore un bout de mèche.

Mot à mot

Sans appui du SPGQ, le Comité des femmes poursuit son action

par Sylvie BÉLANGER et Marie-Claude GILLES

Le refus de l'exécutif et du conseil syndical de notre syndicat d'intégrer la problématique présentée par le Comité des femmes dans son analyse de la valeur du règlement, nous oblige à faire connaître publiquement notre position sur la controverse entourant le retrait de la plainte pour discrimination sexuelle déposée à la Commission des droits de la personne (CDP) par les femmes professionnelles de six corps d'emploi les moins bien rémunérés.

Ce n'est pas la première fois que le retrait de la plainte à la CDP se pose en négociation. Tant en 1982 qu'en 1987, l'employeur a demandé au SPGQ de retirer la plainte en échange d'une vague comité d'étude sur la discrimination ou sur les relativités salariales.

Mais c'est la première fois que l'employeur propose un redres-

sement des salaires des corps d'emploi en cause.

La négociation aidant, les corrections se sont faites dans le cadre d'une évaluation de tous les corps d'emploi qui avait pour but d'établir une nouvelle équivalence entre eux.

La situation devant laquelle nous nous sommes trouvés cette fois, était particulièrement déchirante. D'un côté, on obtenait des améliorations salariales pour les corps d'emploi discriminés. Mais d'un autre côté, on ne répondait pas à la prétention des plaignantes, selon laquelle des corps d'emploi sont sous-évalués parce qu'ils sont occupés dans une grande proportion par des femmes. Et on ne statuait pas sur la responsabilité de l'employeur.

En effet, les plaignantes ont déposé une plainte en 1981 et, depuis, le gouvernement s'est refusé à corriger ses échelles salariales. Elles pouvaient s'attendre

à une forme d'indemnité pour ces années de lutte.

Les femmes espéraient de la plainte plus qu'un règlement salarial parce qu'elles voulaient la reconnaissance de la discrimination.

Il ne faut pas oublier qu'au Québec aucune loi ne crée d'obligation aux employeurs de réaliser et de maintenir l'équité salariale, d'où l'importance de statuer sur cette plainte pour la reconnaissance des droits des femmes.

L'entente entérinée par les délégués et délégués syndicaux règle dans les échelles salariales une iniquité qui perdurait depuis de nombreuses années.

On ne pouvait décemment refaire une nouvelle hiérarchie des corps d'emploi et de nouvelles échelles salariales sans corriger cette iniquité. C'était le minimum.

Cependant, malgré l'augmentation salarial des corps d'emploi discriminés, le Comité des femmes estime que cette entente ne dispose pas du problème de la discrimination à leur endroit.

En effet, en refusant de reconnaître que son système de rémunération est porteur de discrimination systémique, le gouvernement continue de nier l'existence même de cette discrimination dans son organisation.

Le retrait de la plainte soulève quelques questions. D'une part, une décision syndicale collective peut-elle disposer d'une plainte ? Dans de telles circonstances, quels sont les droits des plaignantes ?

Après avoir tant investi dans des travaux d'évaluation d'emploi, après avoir entendu une preuve abondante, et alors que nous sommes près d'un dénouement au terme de dix ans d'efforts et de luttes, nous croyons

que la CDP peut et doit rendre son jugement.

D'autre part, serait-il possible que le processus démocratique au sein de notre organisation syndicale dépossède une minorité de son droit de recevoir par un moyen autre que la négociation, une réponse à une question posée depuis près de dix ans ?

On peut comprendre que lors d'une négociation, un syndicat ne trouve pas toutes les solutions aux revendications de ses membres. Cela ne devrait pas l'empêcher de faire face à sa responsabilité de défendre ses minorités et en conséquence de mener les luttes sociales ou politiques qui s'imposent.

En conclusion, nous acceptons le règlement sur les relativités salariales pour la convention collective 1990-1991.

Cependant, selon nous, ce règlement ne dispose pas de la responsabilité des institutions face à

cette plainte qui met en cause le respect de droits fondamentaux reconnus par la Charte des droits et libertés.

Malgré le refus de l'exécutif et du conseil syndical de s'impliquer à nos côtés, nous continuerons à lutter pour obtenir des réponses aux questions que nous posons.

Nous continuerons à soutenir les plaignantes dans leurs démarches pour faire reconnaître leurs droits et nous accueillerons la solidarité que pourront nous témoigner d'autres groupes et individus.

Mme Sylvie Bélanger est 2e vice-présidente et Mme Marie-Claude Gilles est membre du comité de négociation du Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ). Elles s'expriment au nom du Comité des femmes de leur syndicat.

LES IDÉES DU JOUR

D'abord, évaluer la souveraineté

par Robert BLOHM

De nationalité américaine, M. Blohm est banquier d'affaires privé, agissant pour des banques japonaise, américaine et européenne à partir de Montréal et Toronto.

Au moment où la Commission Bélanger-Campeau vient de terminer ses séances publiques, il faut se demander pourquoi elle a tellement peu examiné la question si importante de l'impact économique d'un changement majeur dans le statut politique et constitutionnel du Québec, surtout par rapport aux marchés internationaux.

On ne peut éviter le fait, que M. Bourassa reconnaît d'ailleurs, que le sort économique du Québec dépend maintenant étroitement du rôle qu'il entend jouer dans une économie mondiale interdépendante.

J'estime que les réactions des principaux agents participant aux marchés internationaux se regrouperaient sous les sept rubriques suivantes, chacune constituant un défi, sinon un obstacle, à la souveraineté du Québec.

1 -- Dépendance croissante du Québec vis-à-vis des capitaux étrangers

Pendant les années 1980, l'Amérique du Nord est passée, en ce qui concerne le marché des capitaux, de la situation d'exportateur net à celle d'importateur net le plus important. Et le continent est en concurrence croissante avec d'autres parties du monde pour obtenir ces capitaux dont le coût est en hausse. C'est le Japon maintenant qui est le principal exportateur net de capitaux au monde.

Comparés aux investisseurs américains, les Japonais sont moins nombreux et plus exigeants. Ils constituent une source de capitaux plus chère pour le secteur public québécois sans pour autant répondre de manière significative aux besoins de financement du secteur privé. Ils disposent de moins d'informations détaillées sur l'économie québécoise. Ils sont donc plus sensibles à l'instabilité sociale et politique et à la possibilité du transfert de la dette fédérale à un emprunteur

moins bien coté.

Le Québec risque encore plus de perdre l'intérêt des investisseurs japonais parce qu'il a depuis déjà quelque temps saturé les institutions japonaises avec ses émissions obligataires.

2 -- Manque du type d'actif qui attire les sociétés multinationales

Depuis quelques années seulement, l'investissement japonais en Amérique du Nord se concentre plutôt dans le secteur privé. De grandes entreprises japonaises vont acheter une partie ou la totalité de compagnies nord-américaines qui développent, fabriquent et distribuent des produits de marques connues par le grand public aux États-Unis ou sur le marché mondial.

Ces sociétés japonaises visent aussi des entreprises qui développent des produits à la fine pointe de la technologie. Il ne reste presque plus au Canada de ces derniers types d'entreprises dont la taille est assez grande et qui ne sont pas déjà aux mains étrangères.

Les produits fabriqués par les sociétés canadiennes et distribués à l'échelle mondiale sont du genre plutôt brut ou vendus en vrac à des clients industriels.

Cette situation est encore plus marquée dans les sociétés sous contrôle québécois. Cependant, les grandes entreprises japonaises ont déjà investi dans des sociétés nouvellement créées au Québec, surtout dans le but d'acheter une partie des produits tout en se protégeant des hausses de prix. Ces investissements ont généralement peu d'impact multiplicateur dans l'économie.

3 -- Un marché local trop petit

Le Canada et encore plus le Québec, évolue vers la constitution d'un des trois grands blocs économiques : les Amériques, l'Europe et l'Asie-Pacifique, chacun dominé par une économie

centrale. Le Canada n'est qu'un marché régional dans le cadre de l'Amérique du Nord et le Québec une sous-région, trop petite et trop éloignée pour attirer de l'investissement qui vient en Amérique du Nord pour la première fois.

En plus, à cause de la culture distincte du Québec, une société doit souvent dépenser autant dans la mise en marché au Québec que dans tout le reste de l'Amérique du Nord.

4 -- L'insignifiance des compagnies locales sur le plan mondial

Hors des secteurs de l'équipement de transport et de la construction, les entrepreneurs vendent des produits qu'ils n'ont fait que répondre à une demande locale de plus en plus sophistiquée. Leurs sociétés sont petites sur le plan nord-américain et sont effectivement inconnues dans les marchés internationaux des capitaux. Les deux institutions financières québécoises en mesure de procurer des fonds pour les financer n'y sont pas encore acceptées par l'ensemble des investisseurs.

L'ensemble des revenus des dix plus grandes sociétés américaines représente plus que deux fois les revenus de la totalité des sociétés canadiennes, grandes et moyennes.

La proportion élevée des PME québécoises dans des services à la consommation deviendrait désuète pendant que l'économie nord-américaine se réoriente de la consommation à la production.

5 -- Participation coûteuse du gouvernement à l'économie

Au Québec, le gouvernement joue un plus grand rôle dans l'économie qu'ailleurs en Amérique du Nord. Le Québec est donc plus vulnérable à une baisse d'activité dans le secteur payeur d'impôts selon le modèle économique de la pyramide inversée.

Tandis que la réglementation gouvernementale crée des coûts d'exploitation supplémentaires pour les sociétés, le gouvernement du Québec attire des investisseurs industriels étrangers en devenant leur partenaire selon des conditions très avantageuses.

On peut considérer comme une subvention le profit que la Caisse de dépôt aurait gagné si elle n'avait pas accordé des conditions favorables aux investissements auxquels elle a participé au Québec. La grandeur de son portefeuille est un atout quant à l'exécution de la politique gouvernementale, mais ne l'est pas quand il s'agit de la performance financière.

Il s'agit de subventions aussi dans les projets de traitement de matières premières par des sociétés industrielles étrangères. Ces développements emploient beaucoup d'énergie et leur réalisation exige un approvisionnement à très bas prix par Hydro-Québec. De tels projets ont eu très peu d'impact multiplicateur dans l'économie hors de la construction. Ils ne font qu'augmenter le rôle prédominant d'une seule compagnie dans l'économie québécoise, ce qui la rend plus vulnérable aux cycles économiques.

6 -- Le coût de la culture

Le Québec s'est fortement exprimé en faveur de ce qui rend l'économie nord-américaine si forte, c'est-à-dire l'absence de barrières économiques. Maintenant, cherche-t-il à renforcer ce qui rend l'autre bloc économique, l'Europe, plus faible, notamment des frontières culturelles et politiques ?

Les économies européennes ainsi cloisonnées sont cependant plus équilibrées que celle du Québec. Existant depuis des siècles, elles sont très sophistiquées. Ces pays dirigeaient des empires, et aujourd'hui elles incorporent d'énormes sociétés multinationales complètement intégrées.

La spécificité linguistique et culturelle de la main-d'oeuvre québécoise dans l'Amérique du



Quels seraient les effets de la souveraineté sur l'économie québécoise par rapport aux marchés internationaux ?

Nord réduit sa capacité de quitter le Québec quand la conjoncture économique est pire qu'ailleurs. Ce fait se reflète dans le taux de chômage au Québec qui est traditionnellement 4 % plus élevé qu'ailleurs au Canada.

Cela occasionne pour le gouvernement plus de dépenses en assistance sociale dont le poids pourrait augmenter avec la fuite du travail sous un éventuel accord de libre-échange entre les E.-U. et le Mexique.

L'existence d'une main-d'oeuvre captive, à bas salaire au Québec pourrait accroître les tensions avec les autres ethnies, y compris avec les anglophones. Ce serait malheureux puisque la présence des anglophones constitue un avantage aux yeux des sociétés multinationales, en plus d'inciter les francophones à tirer avantage d'un tel contact direct avec la société nord-américaine.

7 -- Coût de transfert du financement fédéral

Le Québec peut-il arracher d'Ottawa les instruments de la politique fiscale sans élaborer sa propre politique monétaire, ce qui suppose l'émission de sa propre devise et sans assumer 25 %

des 400 milliards \$ de la dette fédérale ?

Qui prêterait à un gouvernement fédéral qui ne contrôlerait pas sa propre politique fiscale ?

Tout récemment Hydro-Québec a dû, aux États-Unis, s'engager à payer en intérêts 1 % de plus que le Canada aurait payé avant la fin du lac Meech (ces intérêts étant exprimés en termes de pourcentage (%) au-delà du rendement de l'obligation du Trésor américain aux moments respectifs). Pour chaque point de pourcentage d'augmentation dans le coût pour le Québec, un Québec souverain verrait une augmentation de 10 % de ses déficits annuels, soit 150 \$ par habitant, par année, à vie, ou une augmentation effective de 10 % de sa dette.

La souveraineté risque de rendre les investisseurs étrangers plus exigeants. Les souverainistes ignorent carrément cette réalité, comme le faisaient leurs prédécesseurs du Tiers-Monde. Le défi le plus immédiat pour eux serait de dresser une liste d'opportunités économiques que pourrait créer la souveraineté. Ensuite, il faut présenter le bilan au grand public comme on doit le faire avant toute prise de décision importante.

ÉCONOMISEUR D'ÉNERGIE.

Un simple coup de fil vous fera connaître des centaines de manières étonnantes et faciles de réduire vos coûts d'énergie.

Communiquez sans frais avec notre Service téléphonique Énergie, dès aujourd'hui.



Composez le **1-800-267-5166** et voyez comment on peut utiliser l'énergie au compte-gouttes. Par ATS*, téléimprimeur : 1-800-267-4248 *Appareils de télécommunication pour sourds

Énergie, Mines et Ressources Canada / Energy, Mines and Resources Canada
L'hon. Jake Epp, Ministre / Hon. Jake Epp, Minister

Canada

UN VRAI PICK-UP



Unité 1849

PICK-UP F-154 XLT LARIAT

- Rouge cabernet
- Blanc tissu/vinyle rouge
- Ens. d'équipements préférés B36
- Garniture - custom
- Pare-chocs marchepied argent
- Calandre chromée
- Ensemble isolant de pavillon
- Groupe commodité
- Groupe éclairage
- Programmeur vit./volant rég.
- Radio AM/FM élect. stéréo/lect. cass.
- Climatisation
- Moteur 5.0L EFI V8
- Banquette de tissu et vinyle
- Chauffe-moteur
- Automatique électronique 4 vit.
- Enjoliveurs de roues sport
- Réservoir carburant ordinaire
- Rouge scarlet accent
- Peinture deux tons de luxe
- 5 P235/75 R 15 XL FN

PRIX COURANT

19 235\$

PRIX SUPER SPÉCIAL: **15 555\$**



GRAND TRIANON
Boul. de la Capitale (sortie Pierre-Bertrand)

FORD 683-4451

À VOIR ET À REVOIR Les Quatre Cavaliers de l'Apocalypse

OFFRE SPÉCIALE
29,95\$
prix régulier 34,95\$

OBTENEZ LES 2
VIDÉOCASSETTES
POUR SEULEMENT
54,90\$

Économisez
21,5 %
sur le prix régulier
de la série
Enjeux
d'une Nation



STEREO Les défis de notre environnement - documentaire de 92 min. Un film voir et revoir et revoir...

COMMANDEZ MAINTENANT
Cette offre se termine le 28 février 1991

COMMANDES 24 heures sur 24
Télécopieur (514) 283-7914
Utilisez le bon de commande Un seul numéro au Québec
 Paiement par cartes de crédit seulement

GARANTIE
Ces vidéocassettes bénéficient d'une garantie de remplacement contre tout défaut technique.

BON DE COMMANDE

VHS

BETA

Cochez les cases appropriées

Je désire recevoir _____ vidéocassette (s) stéréo Les Quatre Cavaliers de l'Apocalypse au prix spécial de 29,95 \$ + les frais de port et de manutention (3,85 \$) et les taxes (TPS 2,37 \$ - TVP 2,59 \$).

x 38,76 \$ = _____ \$

Faites-moi parvenir _____ ensemble(s) des 2 vidéocassettes Les Quatre Cavaliers de l'Apocalypse et Disparaitre au prix avantageux de 54,90 \$ + les frais de port et de manutention (3,85 \$) et les taxes (TPS 4,11 \$ - TVP 4,72 \$). Je réalise une économie de 21,5 % sur le prix régulier.

x 67,58 \$ = _____ \$
Veuillez allouer 14 jours pour la livraison.

NOM _____

PRÉNOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____ PROVINCE _____

CODE POSTAL _____ TÉL. _____

Modes de paiement:

Cheque ou mandat-poste

À l'ordre de l'Office national du film du Canada

Carte de crédit No de la carte _____

Date d'échéance _____

Signature _____

COMMANDE POSTALE Remplir et retourner à :

Offre spéciale vidéo

Office national du film du Canada

Programme français, Studio D

Casse postale 6100, Succursale «A»

Montréal (Québec) H3C 3H5

512021

Office national du film du Canada

National Film Board of Canada

FUTURS COUPLES... PROFITEZ

AMEUBLEMENTS

DE CETTE GRANDE VENTE!

VENTE DU MILLION
DERNIÈRE SEMAINE

40 000 \$

D'ARGENT COMPTANT À GAGNER**

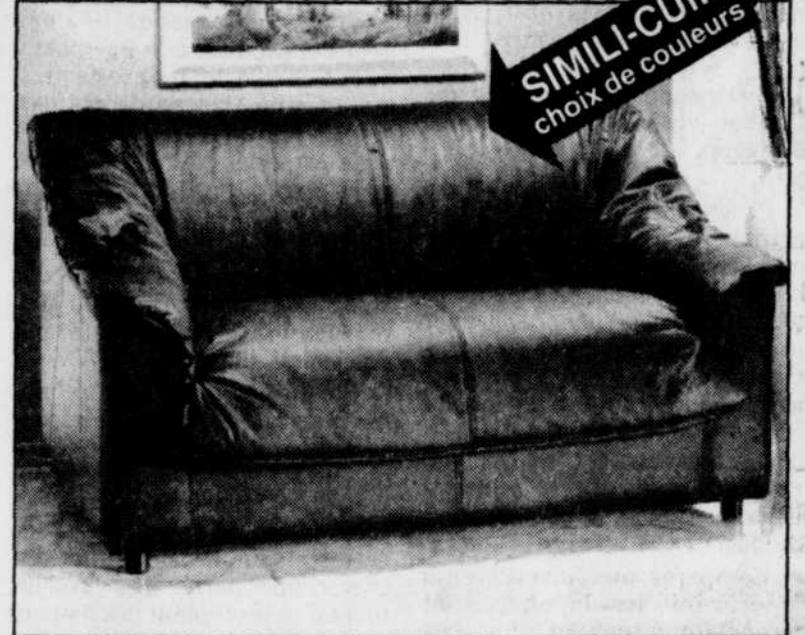
PRIX RÉDUITS SUR TOUTE LA MARCHANDISE

PLUS DE 15 MILLIONS D'INVENTAIRE EN MEUBLES - ÉLECTROMÉNAGERS - ÉLECTRONIQUE

MISE DE CÔTÉ GRATUITE - 18 MOIS

MOBILIER DE CHAMBRE SOUTH SHORE
Plate-forme en sus

599\$
6 pièces

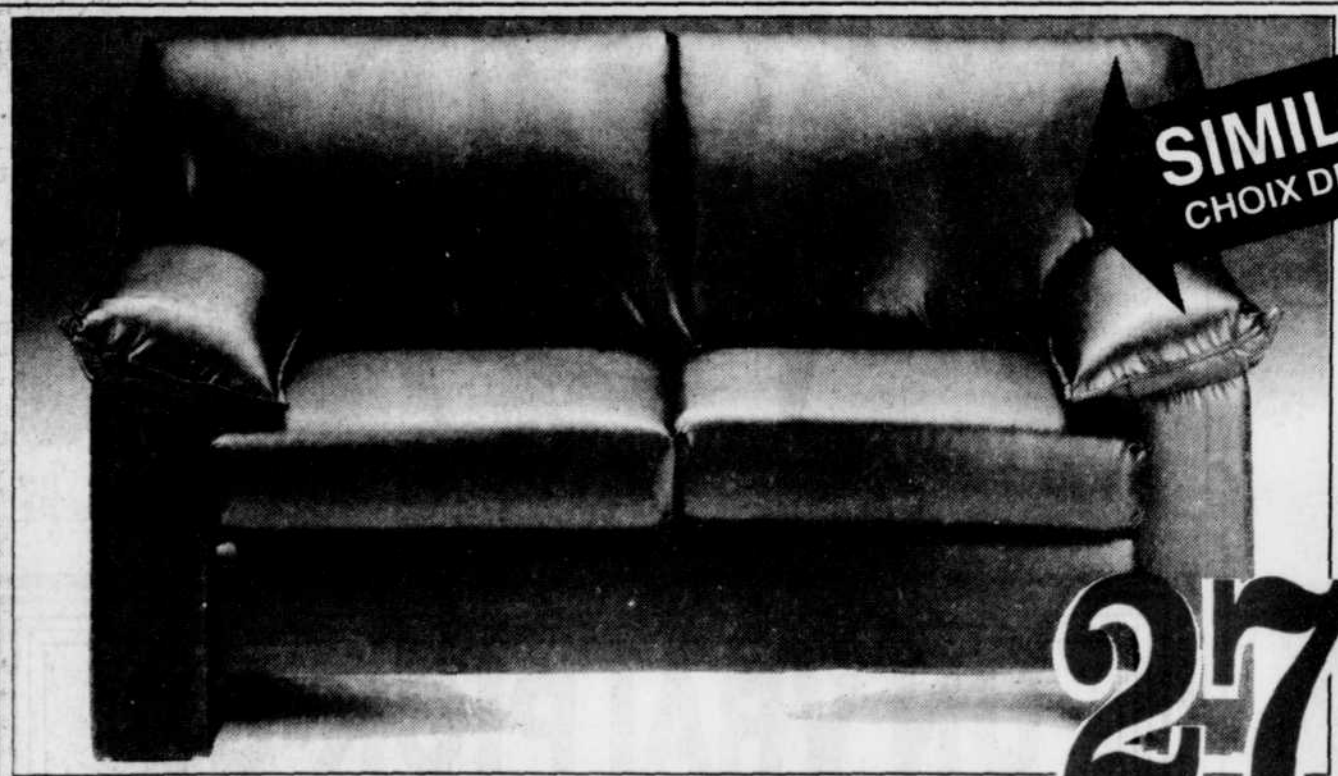


SIMILI-CUIR
choix de couleurs

CAUSEUSE VicLine

369\$

Sofa et fauteuils disponibles



SIMILI-CUIR
CHOIX DE COULEURS

279\$

CAUSEUSE EXPANSION

MOBILIER DE CUISINE LIBERTY

449\$
5 pièces



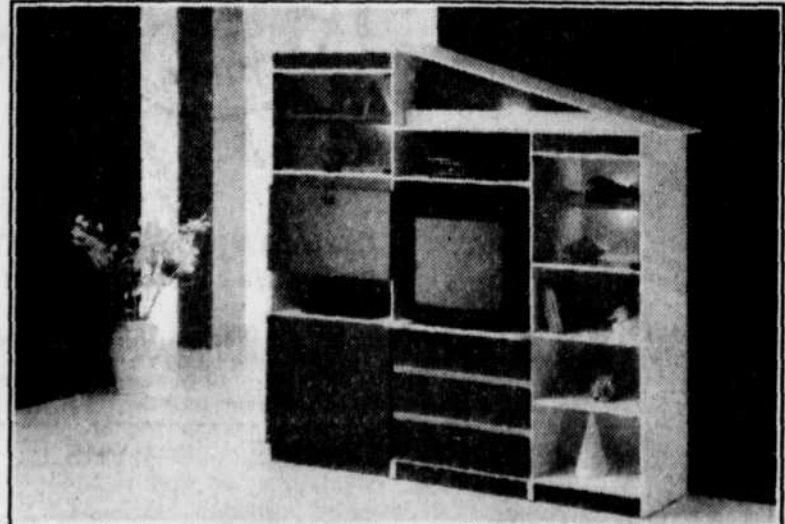
DESSUS STRATIFIÉ



PALLISER.

Centre divertissement
Également disponible en noir

199\$



BIBLIOTHÈQUE
Mélamine blanche et granit
Choix de couleurs

389\$

** Règlements en magasin — CARTES DE CRÉDIT ACCEPTÉES

LIVRAISON ET SERVICE GRATUITS À LA GRANDEUR DE LA PROVINCE!

LÉVIS: 833-4511
PLACE TANGUAY

BEAUPORT: 667-6282
535, BOUL. SAINTE-ANNE

LES SAULES: 871-4411
CARREFOUR LES SAULES
5150, BOUL. L'ORMIÈRE

TROIS-RIVIÈRES: (819) 373-1111
2200, DES RÉCOLLETS

LIVRAISON ET SERVICE: 872-2242